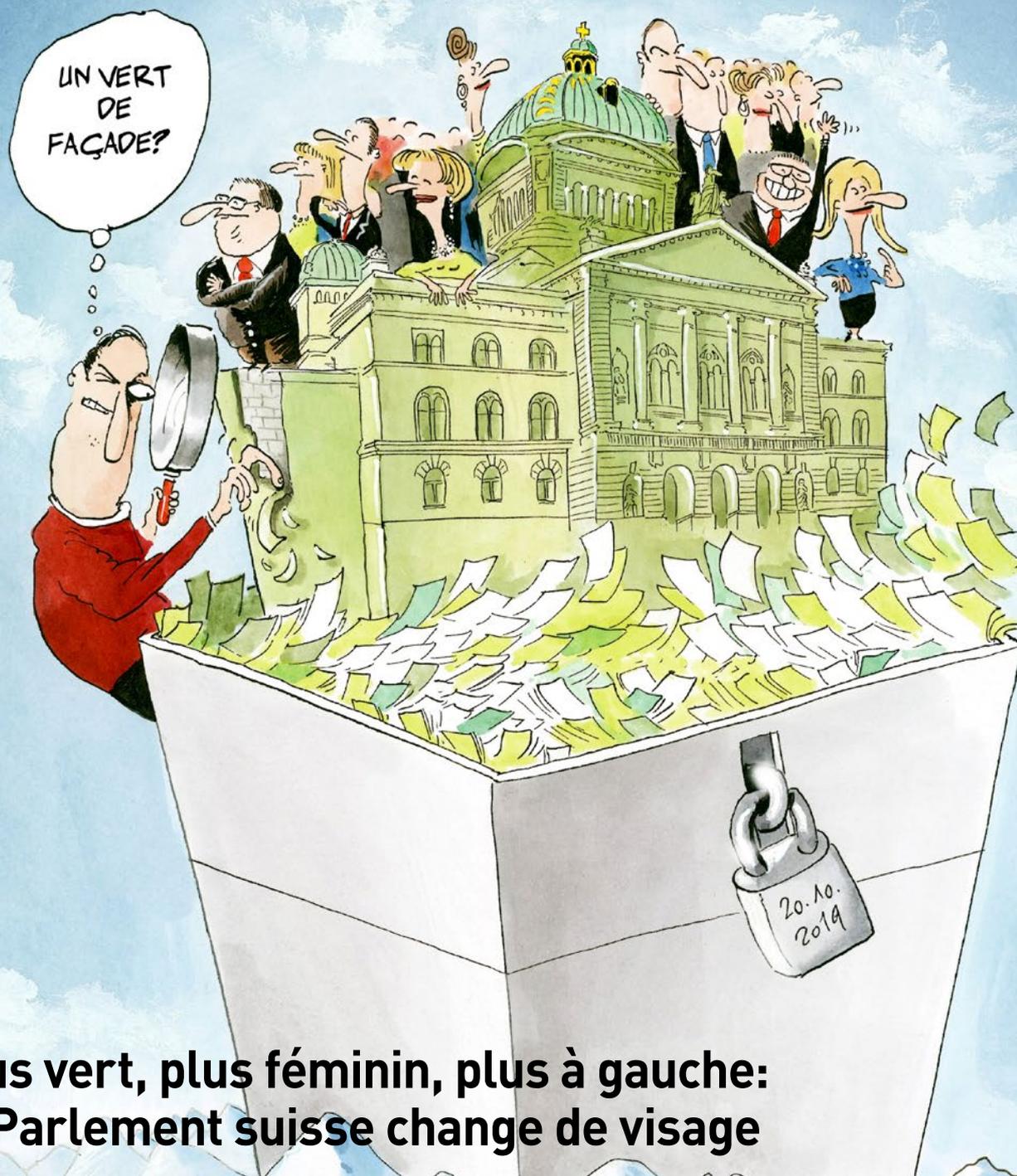




REVUE SUISSE

La revue des Suisses de l'étranger
Novembre 2019



Plus vert, plus féminin, plus à gauche: le Parlement suisse change de visage

Intérêts nuls sur les économies:
les épargnants redoutent les taux négatifs

Démanteleur de centrale nucléaire:
un métier d'avenir dans le secteur de l'énergie



Bonne année à tous !



Pour l'année 2020, nous souhaitons que vous preniez toujours autant plaisir à lire la «Revue Suisse».

Votre Organisation des Suisses de l'étranger

Une newsletter pour un meilleur échange d'informations

Abonnez-vous à la newsletter de l'Organisation des Suisses de l'étranger (OSE) et restez informé où que vous soyez:
www.aso.ch/fr/information/newsletter



Le vert s'impose sous la coupole du Palais fédéral

- 5 **Courrier des lecteurs**
- 8 **En profondeur**
Élections 2019: bouleversement d'ampleur historique au Parlement
- 10 **Science**
Dans le premier parc aux étoiles de Suisse, on étudie la nuit
- 13 **Société**
L'internement administratif: une page sombre de l'histoire suisse
Taux d'intérêts historiquement bas: le cochon tirelire tire la langue
- 18 **Économie**
Le nucléaire coûte trop cher: la Suisse tire la prise d'une centrale
- 20 **Images**
- 22 **Politique**
- 28 **Culture**
Rentrée littéraire suisse: les conseils de lecture de la «Revue»
- 30 **Informations de l'OSE**
- 35 **news.admin.ch**
- 38 **Sélection**
L'actrice suisse Lilo Pulver, au rire inimitable, fête ses 90 ans
- 39 **Nouvelles**
Les lauréats suisses du prix Nobel sont des découvreurs d'exoplanètes



Oui, bien sûr, nous allons parler des élections fédérales du 20 octobre 2019. Mais commençons par jeter un coup d'œil au bâtiment dans lequel se fait la politique suisse. Saviez-vous que la fière coupole du Palais fédéral construit en 1902, arborait à l'origine une belle couleur cuivrée? Durant quatre décennies, le cuivre s'est lentement oxydé sous l'effet de la pluie. Peu à peu, la coupole a pris une teinte turquoise, une patine verdâtre. Lors de sa rénovation, en 2007, les artisans ont utilisé de la tôle de cuivre prépatinée. L'objectif de la manœuvre était de conserver l'aspect auquel les Suisses s'étaient si bien habitués.

Rien d'habituel en revanche dans ce qui vient de se passer sous la coupole: désormais, le Parlement qui y siège est plus vert que jamais. Les forces écologistes en présence se sont en effet puissamment accrues le 20 octobre. Si les superlatifs sont rarement de mise en politique suisse, on peut les utiliser sans crainte cette fois, car le bouleversement est d'ampleur historique. En 100 ans, aucun parti n'a remporté davantage de sièges un jour d'élection que les Verts cet automne. Un succès auquel vient s'ajouter la progression des Vert'libéraux.

Le verdissement politique s'est fait bien plus rapidement que le processus d'oxydation de la coupole fédérale. Et le chamboulement a commencé avant même que les bulletins de vote ne soient imprimés. En effet, le Parlement a, petit à petit, pris des positions écologistes, ce dont on le croyait incapable au début de son mandat. Ainsi, à l'automne, le Conseil national a accepté une taxe sur les billets d'avion. Un an auparavant, le même Conseil national avait mis les pieds au mur contre cette mesure d'incitation en faveur du climat. Cet exemple montre que les inquiétudes face aux conséquences toujours plus évidentes du changement climatique ont gagné la vie politique. Après les échappatoires, voici venu le temps de la recherche de solutions.

Vous ne vous intéressez pas aux élections? Alors vous vous intéresserez peut-être à la manière dont l'épargne, cette vertu typiquement suisse, est mise à mal par les banques qui ont presque réduit à zéro les taux d'intérêt en la matière. L'épargnant vertueux doit même dédommager la banque pour son dépôt. Nombreux sont les Suisses qui redoutent les taux d'intérêt négatifs. Mais personne ne sait vraiment comment réagir. La «Revue Suisse» n'a elle non plus pas de recette à proposer. Mais elle décrit le phénomène en détail à la page 16 de ce numéro, en espérant que cela aidera les lecteurs à y voir plus clair.

MARC LETTAU, RÉDACTEUR EN CHEF



PLR

Les Libéraux-Radicaux
International

Nous vous remercions de votre voix !

Soutenez le PLR International durant toute la législature :

Devenez membre ou faites un don !

FDP Die Liberalen International, IBAN: CH68 0070 0110 0067 1799 5
www.plr-international.ch

liberal und weltoffen
liberal et ouvert au monde
liberal and open to the world
liberali e aperti al mondo

Innovation
Progresso
Fortschritt
1848
Coesione
Libertà
Coesion
Freiheit
Gemeinschaft

RENDEZ-VOUS AVEC LA SUISSE

A 5 heures précises!



L'App pour les Suisses
de l'étranger



Les services consulaires
partout, facilement accessibles
depuis vos appareils mobiles

EDA
Guichet en ligne DFAE
Online-Schalter EDA
Sportello online DFAE
Online desk DFDA

www.dfae.admin.ch Londres (2019)

©Babu Indergand



www.asn.ch

« Chéri(e), sais-tu si ici aussi nous sommes couverts ? »

Nous vérifions votre couverture **maladie internationale**; et vous aidons à trouver la protection optimale.

Appelez-nous: T +41 43 399 89 89.
Ou envoyez-nous un email: info@asn.ch



ASN, Advisory Services Network AG · Bederstrasse 51 · 8002 Zurich · Suisse

Assurance-Maladie Internationale

Couverture internationale avec libre choix des spécialistes et des hôpitaux.

SIP SWISS INSURANCE PARTNERS®

Tel +41 44 266 61 11
info@sip.ch

Compétence. Expérience. Service indépendant. www.sip.ch

MIET-PW, MIET-Camper, MIET-4x4

Ilgauto ag, 8500 Frauenfeld
200 Autos, 40 Modèles, ab Fr. 500.-/MT inkl. 2000Km



Tel. 0041 52 7203060 / www.ilgauto.ch

Pas de canal de vote électronique pour les élections de 2019

L'e-voting était une très bonne chose, et ne nous coûtait presque aucun effort, à nous Suisses de l'étranger, contrairement au vote par correspondance. Aux dernières élections, par exemple, je n'ai pas reçu les documents, c'est regrettable! J'ai fait de la politique au niveau communal et je suis citoyen suisse, et même si je vis désormais en Thaïlande, je veux continuer à pouvoir donner mon avis et je demande que mes documents de vote me soient distribués à temps. Mais je saluerais aussi le retour de l'e-voting, qui est certainement moins manipulable que le courrier, comme j'en ai fait l'expérience.

ARMIN THÜRIG, MAE TAENG, CHIANG MAI, THAÏLANDE

Avec de la bonne volonté et un peu plus d'insistance, l'e-voting aurait déjà pu être adopté définitivement il y a longtemps. Sinon, il faudrait aussi remettre en question l'e-banking. Et si l'on ne propose pas l'e-voting aux Suisses de l'étranger, qu'on s'assure au moins qu'ils reçoivent leurs documents de vote à temps, et pas des semaines après! Nous aussi, Suisses de l'étranger, avons le droit de donner notre avis au niveau fédéral.

GIGI GEIGER, THAÏLANDE

La Suisse et les masses de touristes



Effectivement, il est primordial de ne pas céder à la soif de l'or sur le sujet du tourisme de masse. Ce n'est pas les revenus potentiels qui doivent compter, mais la préservation de l'authenticité des lieux.

VINCENT PODER, FRANCE

Nous allons en Suisse aussi souvent que possible, et prévoyons d'y passer plusieurs mois par année à notre retraite. Heureusement, on trouve aujourd'hui facilement des produits alimentaires suisses aux États-Unis, et les fromages y sont même moins chers, ce qui me surprend toujours.

PETER VOGEL, MEMPHIS, ÉTATS-UNIS

Le droit de vote des Suisses de l'étranger sous pression

Pourquoi diable vouloir remettre en question le droit de vote des Suisses de l'étranger? Pour moi, ce serait comme si l'on me retirait mon passeport suisse. J'ai pu voter pour la première fois à 70 ans, lorsqu'on a introduit le vote par correspondance et depuis, j'ai participé à chaque scrutin. Je m'offre un abonnement à la «NZZ» pour me tenir informée. Je constate que les problèmes de la Suisse et de l'Allemagne sont très similaires. Mon expérience de vie ici me sert donc à voter. Je n'ai pas besoin d'une circonscription distincte au Conseil national, car l'éven-

tail des partis est assez grand: il y en a «pour tout le monde», comme on dit. Et comme j'essaie toujours d'expliquer aux gens comment marche la Suisse, j'ai besoin de l'exemplaire papier de la «Revue Suisse», que je prête toujours à gauche et à droite. Je veux aussi continuer à voter par correspondance. Glisser mon bulletin dans la boîte aux lettres, c'est presque comme le glisser dans l'urne!

ELINOR KIRSCH, LIMBURG, ALLEMAGNE

L'écrivain Albert Bächtold et l'âme russe

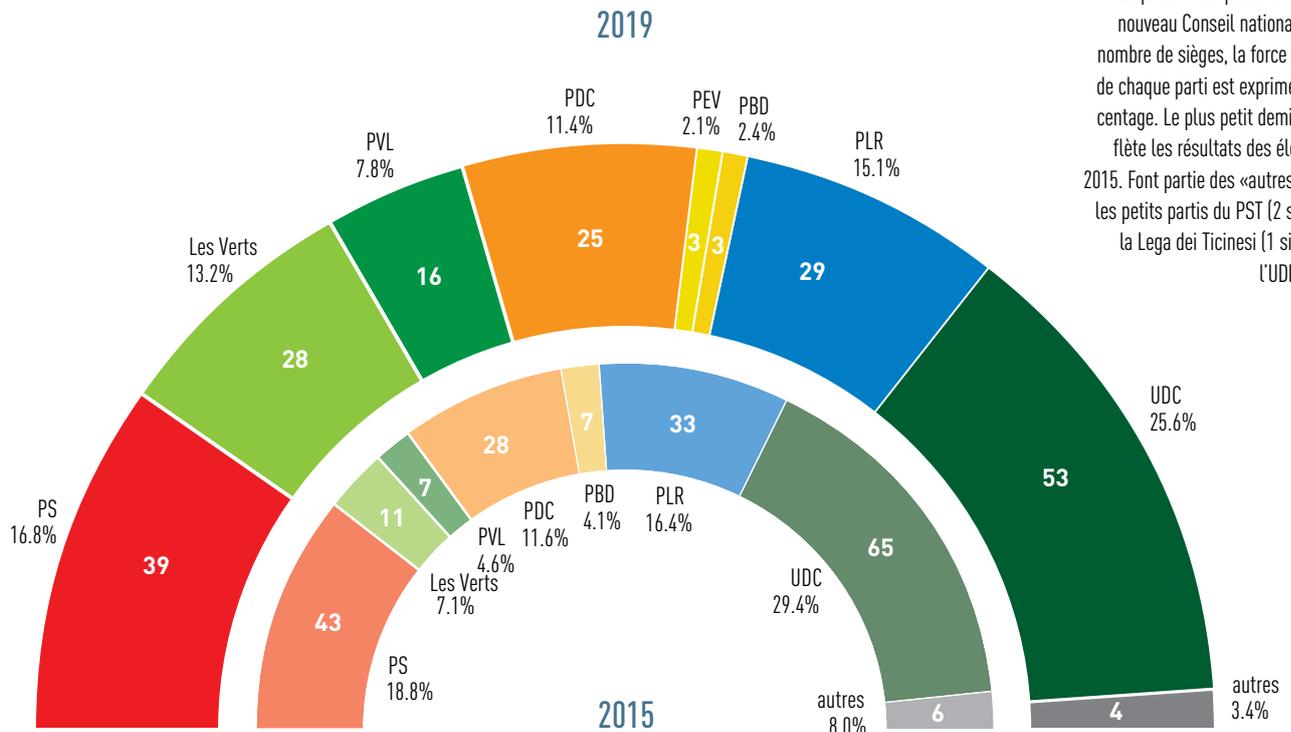
En lisant votre article sur l'écrivain schaffhousois Albert Bächtold, les larmes me sont montées aux yeux. Des souvenirs lointains me sont revenus en mémoire. J'avais 16 ans et je fréquentais l'école de commerce à Zurich. Comme j'ai grandi à Schaffhouse, chaque matin je prenais le train de bonne heure avec une amie, et chaque soir nous faisons le trajet en sens inverse. Pendant l'un de ces voyages, nous avons fait la connaissance d'un monsieur dans la cinquantaine. Il nous a dit qu'il écrivait des livres. Nous avons trouvé cela follement intéressant. Et nous avons prié notre enseignante d'allemand d'inviter Monsieur Bächtold à une lecture dans notre école. Il a accepté l'invitation avec plaisir. Depuis ce moment-là, mon amie et moi lui avons souvent rendu visite. Comme notre train pour Schaffhouse ne partait qu'à 18 heures, nous avions du temps à tuer: «Viens, allons rendre visite à Monsieur Bächtold», nous disions-nous en empaquetant nos affaires d'école. Nous avons passé avec lui des heures merveilleuses à l'écouter nous raconter sa vie passionnante. Il était toujours très heureux lorsque nous sonnions à sa porte, et pas seulement parce que nous parlions ensemble en dialecte schaffhousois, mais aussi, comme je l'imagine aujourd'hui, parce qu'il était très seul.

MASCHA M. FISCH, MAYEN, ALLEMAGNE

La «Revue Suisse» en général

J'avais 8 ans quand mes parents ont quitté la Suisse à cause de la crise des années 30. Une fois adulte, je suis souvent retourné dans mon pays d'origine pour rendre visite à des proches et admirer la beauté de la Suisse. J'adorais manger de la fondue, du tartare de bœuf et du pain. À présent j'ai 89 ans, et je ne peux plus voyager comme avant, alors j'attends avec impatience mon exemplaire de la «Revue Suisse». Merci de m'aider à rester en contact avec mon pays d'origine.

MICHEL P. BARBEZAT, CHICAGO, ÉTATS-UNIS



L'équilibre des pouvoirs au sein du nouveau Conseil national: outre le nombre de sièges, la force électorale de chaque parti est exprimée en pourcentage. Le plus petit demi-cercle reflète les résultats des élections de 2015. Font partie des «autres» en 2019 les petits partis du PST (2 sièges), de la Lega dei Ticinesi (1 siège) et de l'UDF (1 siège).

La nouvelle politique dans toutes les nuances de vert

Le Parlement suisse connaît un changement historique: plus vert que jamais, il est aussi nettement plus féminin, un peu plus à gauche, et un brin plus jeune. Additionnés, ces bouleversements sont énormes. Les électeurs de la «Cinquième Suisse» ont renforcé la vague verte.

MARC LETTAU

Le système politique suisse étant si largement fondé sur la stabilité et l'équilibre, les élections ont rarement l'effet d'un séisme. Cette fois-ci, en revanche, les commentateurs ne redoutent pas d'employer des superlatifs, qualifiant à l'unisson les élections 2019 d'«historiques».

Que s'est-il passé? Plus que jamais, les électeurs ont misé sur les forces écologistes. Les Verts (PES) ont remporté 17 sièges au Conseil national et comptent désormais 28 conseillères et conseillers nationaux. Depuis 1919, aucun parti n'avait réalisé un tel bond en avant. Les Verts rejoignent ainsi les quatre partis réunissant le plus d'électeurs (part de suffrages: voir graphique).

Les faibles différences régionales rendent ce succès d'autant plus remarquable: les Verts ont fortement progressé à la fois en Suisse alémanique et en Suisse romande et, à la surprise de tous, même au Tessin. De plus, ils ont largement dépassé les pronostics. Le conseiller national Balthasar Glättli (ZH), chef du groupe des Verts, a lui aussi été étonné par ce raz-de-marée: «Même dans mes rêves les plus fous, je n'avais jamais imaginé cela.» La vague verte est renforcée par le succès des Vert'Libéraux (PVL), positionnés au centre de l'échiquier politique. Eux aussi ont plus que doublé le

nombre de leurs sièges. Comptabilisant ensemble 44 sièges au Conseil national, les Verts et le PVL auront désormais beaucoup de poids dans les questions environnementales. L'un des principaux moteurs de cette évolution des rapports de force a sans aucun doute été le débat actuel sur le changement climatique. D'ailleurs, ces élections parlementaires ont parfois été qualifiées d'«élections pour le climat» par l'opinion publique.

Premièrement: des chiffres plus verts que jamais

Les excellents résultats obtenus par les deux partis écologistes ne reflètent que partiellement la «vague verte», car le paysage politique suisse était déjà devenu plus vert avant les élections. Celles-ci ont eu des effets anticipés, comme on a pu l'observer chez les Libéraux-Radicaux (PLR). Le parti a adopté tardivement une politique plus verte, revoquant sa position dans les principales questions écologiques. Le PLR a ainsi approuvé l'introduction d'une taxe environnementale sur les billets d'avion lors de la session d'automne du Conseil national, alors qu'auparavant il avait tenté de l'empêcher. Néanmoins, le PLR a perdu quatre sièges au Conseil national, et ce nombre aurait probable-



ment été plus élevé sans ce revirement. C'est ce que semblent indiquer les très mauvais résultats de l'Union démocratique du centre (UDC), qui s'est strictement opposée à ce qu'elle a appelé «l'hystérie climatique». L'UDC a perdu douze sièges, mais reste toutefois le premier parti politique de Suisse. Ce recul ne s'explique pas seulement par son refus de participer au débat sur le climat, mais aussi et surtout par le fait que ses thèmes de prédilection, la migration et l'UE, ont eu nettement moins d'écho qu'il y a quatre ans.

Deuxièmement: juste un peu plus à gauche

Les quatre partis gouvernementaux, à savoir l'UDC, le PLR, le PDC et le PS, ont tous été pénalisés le 20 octobre. Le PS a été très touché et a perdu beaucoup de voix en faveur des partis verts déclarés, bien qu'il se considère aussi comme un parti écologiste. Certes, les Verts, qui se situent très à gauche dans les questions de politique sociale, ont plus que compensé les pertes du PS. Avec l'essor des Vert'Libéraux, toutefois, le nouveau Parlement est d'abord nettement plus vert, avant d'être beaucoup plus à gauche.

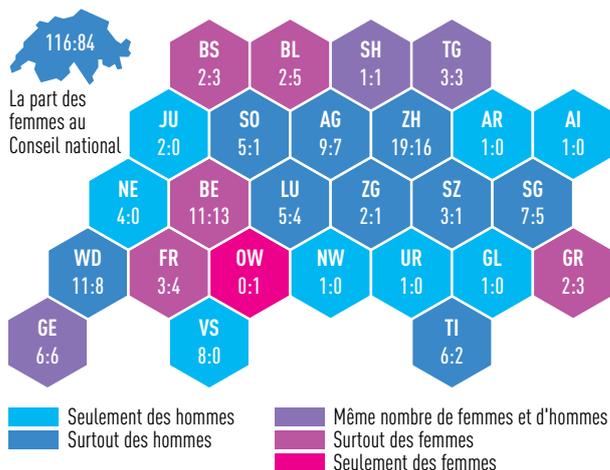
Cela pourrait décrier la politique fédérale suisse. La logique dichotomique – bloc droit versus bloc gauche – tend à s'affaiblir. En matière d'environnement, les forces vertes réunies forment aujourd'hui un troisième pôle. Quant au PDC, parti centriste qui reste fort malgré ses pertes, il œuvrera davantage à l'émergence de compromis.

Troisièmement: nettement plus féminin

Outre le climat, la grève nationale des femmes du mois de juin a aussi influencé l'issue des élections. En effet, la part de femmes siégeant au Conseil national est passée de 32 à 42 %, un record même à l'échelle internationale. Jamais le nombre de femmes élues n'avait connu un tel bond en avant

La part des femmes au Conseil national

Rapport hommes : femmes



Vague verte aussi au Conseil des États

À la clôture de la rédaction, la future composition du Conseil des États, la Chambre haute du Parlement suisse, n'était pas encore connue. Un deuxième tour aura lieu dans 14 cantons. Avant ce scrutin, il est toutefois d'ores et déjà acquis que les Verts feront partie des vainqueurs. Avec la nouvelle venue Céline Vara à Neuchâtel et Mathias Zopfi à Glaris, ils ont déjà conquis deux nouveaux sièges. Et ils sont en position de force dans au moins quatre cantons (BE, BL, GE, VD) à l'aube du scrutin. L'élection de Mathias Zopfi dans le canton traditionnellement conservateur de Glaris a d'ailleurs fait du bruit: le nouvel arrivant a détrôné l'UDC, qui ne possède désormais plus aucun siège au Conseil des États pour le canton de Glaris.

(MUL)



Mathias Zopfi

La nouvelle sensation glaronnaise: le jeune Vert Mathias Zopfi évince l'UDC Werner Hösli du Conseil des États.

depuis l'introduction du droit de vote des femmes en 1971. Même les initiates du projet «Helvetia appelle!» n'en espéraient pas tant (voir p. 8).

Quatrièmement: un brin plus jeune

Le Parlement est donc beaucoup plus vert, nettement plus féminin et légèrement plus à gauche. À ces trois bouleversements s'ajoute un quatrième: bon nombre de nouveaux arrivants sont jeunes, ce qui réduit l'âge moyen des élus. Cela est notamment dû aux voix des primo-électeurs, qui ne se sont guère souciés des mérites des conseillers nationaux en place: tous partis confondus, 30 conseillers n'ont pas été réélus. Des syndicalistes connus comme Corrado Pardini (PS, BE) ont dû faire leurs valises, tout comme Jean-François Rime (UDC, FR) et Hans-Ulrich Bigler (PLR, ZH), figures de proue de l'Union suisse des arts et métiers.

Cinquièmement: la «Cinquième Suisse» renforce la tendance

Qu'en est-il des électeurs de la «Cinquième Suisse»? Ils peuvent se targuer d'avoir renforcé les principales tendances. Selon les premières estimations, ils ont en grande partie voté vert. Un Suisse de l'étranger sur quatre (25,2 %) a en effet donné sa voix aux Verts, qui ont ainsi dépassé les deux partis jusqu'ici les plus forts dans la «Cinquième Suisse», le PS (17,1 %) et l'UDC (17,8 %).

Cela dit, la participation des Suisses de l'étranger aux élections s'est effondrée à la suite de la suppression du vote électronique. Dans les cantons qui avaient proposé l'e-voting aux élections de 2015, les voix provenant de la «Cinquième Suisse» ont diminué de près d'un tiers. À Genève, la participation est passée de 31,8 % à 21,4 %; à Lucerne, de 32,1 % à 23,4 %; à Bâle, de 26,0 % à 19,2 %; à Neuchâtel, de 29,7 % à 24,9 % et en Thurgovie, de 28,5 % à 22,6 %. Ces chiffres devraient relancer le débat sur le vote électronique.



Regula Rytz

La conseillère nationale Verte bernoise compte deux succès à son actif: un pour les Verts et un pour les femmes.



Corrado Pardini

Changement générationnel à gauche comme à droite, 30 candidats non réélus, dont le syndicaliste Corrado Pardini (PS, BE).

«La démocratie suisse gagne en qualité»

Le Conseil national compte désormais 42 % de femmes, un taux jamais atteint auparavant. La campagne interpartis «Helvetia appelle!» d'Alliance F y a aussi contribué. Jessica Zuber, cheffe de la campagne, explique pourquoi il s'agit d'un résultat électoral historique en Suisse.

Le Conseil national, Chambre basse du Parlement, compte 200 membres, dont 84 sont désormais des femmes. Leur part est ainsi passée de 32 à 42%. Au Conseil des États, la Chambre haute, cette proportion sera bien moindre. Mais Jessica Zuber affirme quand même qu'il s'agit d'élections historiques pour les femmes». La politologue, qui a dirigé la campagne «Helvetia appelle!» d'Alliance F, faitière des sociétés féminines suisses, rappelle que depuis l'introduction du droit de vote en 1971, les femmes

suisse n'ont accru leur présence au Parlement que très lentement: «Pas plus de 3 à 4 % à chaque fois.» Aujourd'hui, le peuple a élu près d'un quart de femmes en plus au Palais fédéral; une hausse record tant à gauche qu'au sein des partis bourgeois. «La démocratie suisse gagne en qualité parce que les femmes et les hommes sont représentés de manière plus équilibrée», dit Jessica Zuber. Il s'agit pour le moins d'un succès d'étape. Jamais les candidates n'avaient été aussi nombreuses, et elles occupaient des places plus pro-

«C'était un scrutin pour le climat»

Outre les données scientifiques, le succès des Verts aux récentes élections suggère que la Suisse devrait poursuivre des objectifs plus ambitieux en matière de climat. C'est ce qu'affirme la climatologue suisse Sonia Seneviratne. Elle a un conseil de lecture à adresser au nouveau Parlement.

Le peuple a reconnu la nécessité urgente d'agir sur le plan de la politique climatique. Selon Sonia Seneviratne, c'est ce qui explique l'énorme hausse de la part de suffrages pour les partis verts et le nombre de sièges remportés au Parlement: «C'était un scrutin pour le climat». La climatologue originaire du canton de Vaud est aujourd'hui professeure de Dynamique Terre-Climat à l'École polytechnique fédérale de Zurich. Elle est aussi l'un des principaux auteurs des publications du Groupe d'experts intergouvernement-



«Le PS devrait revenir à une position pro-européenne»

La politique européenne est bloquée et a besoin d'une nouvelle impulsion, affirme Thomas Cottier, président de l'association «La Suisse en Europe». Selon lui, le résultat des récentes élections devrait inciter les sociaux-démocrates (PS) à abandonner leurs réticences face à l'accord-cadre avec l'UE.

Pour l'heure, il est difficile d'évaluer l'impact des récentes élections sur la politique européenne de la Suisse. À la question de savoir si le pays devrait signer l'accord-cadre avec l'Union européenne (UE) prêt depuis plusieurs mois, plusieurs partis n'ont pas répondu clairement durant la campagne en raison de points controversés, notamment celui de la protection des salaires. «Pourtant, le temps presse», insiste Thomas Cottier, professeur émérite de Droit économique européen et international à l'Université de Berne et président de l'association pro-européenne «La Suisse en Europe». Au

Conseil fédéral et au nouveau Parlement, il conseille d'écouter «les signaux envoyés par les électeurs». Le parti le plus anti-européen, l'Union démocratique du centre (UDC), a d'ailleurs été pénalisé. Non seulement il rejette l'accord-cadre, mais il veut aussi mettre fin à la libre circulation des personnes par son initiative «de limitation». Selon Thomas Cottier, les Suisses ont rejeté cette politique de blocus. Ils ont en revanche renforcé les Verts Libéraux, qui soutiennent inconditionnellement l'accord-cadre: «Les sièges remportés par le PVL peuvent être vus comme une validation de leur



metteuses sur les listes que lors des dernières élections. C'est pour cette cause que «Helvetia appelle!» s'est engagée auprès de mille sections de partis dans toute la Suisse. Des centaines de candidates ont été encouragées et accompagnées durant la campagne électorale. Helvetia a appelé... et elle a été entendue. Le moment était apparemment venu: Jessica Zuber cite plusieurs facteurs, comme la grève des femmes en juin, qui a rassemblé des centaines de milliers de participantes. Il y a un an, le Parlement a brillam-

ment élu deux femmes au gouvernement. Cette présence accrue des femmes pourrait avoir un impact sur certains sujets au-delà des appartenances partisans, affirme Jessica Zuber, par exemple sur la conciliation travail/famille, les mesures contre la violence armée ou la politique environnementale. «Helvetia appelle!» poursuivra ses efforts après les élections: «Notre but est la représentation paritaire des sexes dans les deux Chambres.» (SWE)

tal sur l'évolution du climat (GIEC): dans plusieurs rapports, les scientifiques mettent en garde contre les conséquences graves du réchauffement planétaire. Sur la base de ces découvertes, le Conseil fédéral a récemment renforcé ses objectifs climatiques. La Suisse entend atteindre la neutralité carbone – c'est-à-dire zéro émission nette de gaz à effet de serre – d'ici 2050. Avant les élections, le Conseil des États a approuvé une loi sur le CO₂ prévoyant la hausse du prix de l'essence et une taxe sur les billets

d'avion. On saura bientôt ce que le nouveau Conseil national plus vert en fera, et si le peuple ira dans la même direction. «Il est très probable que la politique climatique suisse deviendra plus ambitieuse», espère Sonia Seneviratne. Selon elle, l'objectif du Conseil fédéral n'est pas radical, mais réaliste. La Suisse, pays très développé, s'est engagée dans le cadre de l'Accord de Paris à contribuer à la protection du climat. Les taxes d'incitation constituent un bon moyen pour rendre la protection du climat socialement acceptable:

«Cet argent peut être reversé à la population, par exemple sous la forme de réduction des primes d'assurance-maladie.» Au nouveau Parlement, la climatologue recommande surtout de lire le rapport du GIEC sur les conséquences d'un réchauffement planétaire de 1,5 °C et les risques qui nous menacent. «À mon avis, nous devrions même débattre de la possibilité d'atteindre la neutralité carbone dès 2040», ajoute-t-elle. (SWE)

politique.» Les pertes du PS, par contre, constituent d'après le professeur un appel au parti de gauche à revenir à sa position pro-européenne traditionnelle. C'est ce que semble indiquer la non-réélection de syndicalistes connus qui s'étaient récemment opposés à l'accord-cadre. Si le PS bouge et reprend le rôle de leader, une grande «coalition de la raison», telle que celle qui combat l'«initiative de limitation» de l'UDC pourrait reprendre forme, affirme Thomas Cottier avec conviction. Les accords bilatéraux pourraient ainsi être préservés et étendus, ce qui est essentiel pour l'économie et



tout le pays. «Les Suisses de l'étranger vivant au sein de l'UE ont eux aussi besoin de sécurité juridique», Thomas Cottier. Grand connaisseur de l'Europe, il appelle le Conseil fédéral et le Parlement à ne pas se focaliser uniquement sur la politique intérieure. «Le contexte géopolitique a changé», indique-t-il. Dans les années à venir, la Suisse aura encore plus besoin de relations stables avec l'UE. (SWE)



Pour voir scintiller les étoiles, il faut éteindre la lumière

Le premier parc aux étoiles de Suisse est né, un territoire où l'on prend grand soin de l'obscurité nocturne. Il s'agit de bien plus que d'un projet romantique.

MARC LETTAU

Le hameau d'Ottenleuebad, situé sur un flanc montagneux ensoleillé de la commune de Guggisberg (BE), est tout sauf animé. Aujourd'hui du moins, car en 1886 une station thermale – un de ces lieux de bien-être et d'amusement un peu louche – y a vu le jour. Mais la culture des bains et du plaisir qui faisait florès à l'époque a totalement disparu. L'endroit n'a plus rien de spectaculaire: on y trouve quelques fermes de montagne et maisons de vacances, des vaches paissant, des rapaces tournoyant. Un chien aboie de temps en temps. Un champignonneur passe. Et à l'horizon, côté sud, trônent les sommets des Préalpes bernoises et fribourgeoises: le Gantrisch, le Bürglen, l'Ochsen et le Kaiseregg. Ce paysage forme le parc naturel du Gantrisch.

Arrêt des fusibles

La seule chose qui frappe aujourd'hui à Ottenleuebad, c'est la densité des petits observatoires. Les nuits sans lune, la contrée attire apparemment les astronomes amateurs. Et cette force d'attraction va vraisemblablement encore se renforcer. Car si les nuits étaient déjà bien noires ici auparavant, elles se sont encore assombries d'un cran depuis le 30 août 2019. Ce jour-là, le

maire de la commune de Guggisberg, Hanspeter Schneider, a dévissé le fusible électrique du modeste éclairage public d'Ottenleuebad. La nuit s'est faite d'encre.

La Voie lactée redevient visible

Le maire a éteint la lumière parce que cette région périphérique peu peuplée a pris conscience que si partout la nuit disparaissait, il pouvait en aller autrement ici. Ici, donc, on voit encore la Voie lactée par nuit claire. Une chose devenue impossible dans les agglomérations suisses, l'éclairage artificiel omniprésent dissimulant à nos yeux la lumière des étoiles. Là où elle existe encore, l'obscurité nocturne devient par conséquent une curiosité. C'est la raison pour laquelle une bonne partie du parc naturel du Gantrisch mérite à présent le titre de parc aux étoiles, un endroit où l'on protège la nuit.

Les responsables du parc naturel du Gantrisch travaillent depuis des années à la création de ce tout premier parc aux étoiles de Suisse (voir aussi «Revue» 5/2016). L'affaire n'a pas été simple, confie la cheffe du projet, Nicole Dahinden: «Il faut d'abord comprendre la valeur de la nuit.» C'est chose faite, et elle peut à présent se féliciter «du cœur obscur» du parc aux



étoiles, une zone de 100 km² abritée par les montagnes.

La lumière vient du dehors

Mais une zone obscure ne le reste pas si l'éclairage se propage alentour. Nicole Dahinden en est consciente. Le parc aux étoiles, petite chambre noire de la Suisse, ne peut pas intensifier lui-même ses ténèbres: «La lumière entre dans le parc depuis l'extérieur.» Ce sont donc d'abord les villes qui devraient lutter contre la pollution lumineuse: «Elles doivent réduire l'éclairage inutile.» En Suisse, la quantité de «déchets lumineux» est énorme: «Éclairer des objets aux heures où personne ne les regarde, c'est gaspiller de l'énergie et favoriser les insomnies



et la disparition des espèces.» Les communes voisines du «cœur obscur» du parc aux étoiles prennent déjà les devants et s'engagent à faire usage de la lumière artificielle avec retenue. Elles invitent aussi les entreprises à éteindre les éclairages de leurs vitrines après 22 h. Lorsqu'un particulier a un projet de construction, on lui fournit des conseils sur la manière dont il peut contribuer lui aussi à lutter contre la pollution lumineuse. À long terme, le parc naturel du Gantersch entend devenir la région de référence pour l'éclairage durable.

Le changement vient d'en bas

Lukas Schuler, président de Dark-Sky Switzerland, est plus que conquis par

ce premier parc aux étoiles. Son association lutte depuis plusieurs années contre la pollution lumineuse. «Le projet du parc aux étoiles contribue à la sauvegarde de la nuit dans l'arc alpin», déclare Lukas Schuler. Nombreux sont



Depuis la portion de ciel située entre les sommets du Gantersch et du Bürglen, la Voie lactée s'étend dans toute la voûte nocturne tel un ruban scintillant.

Photo Bernhard Burn

Hanspeter Schneiter dévisse le fusible, et l'obscurité devient totale. *Photo DR*

ceux qui savent que la pollution lumineuse nuit aux animaux et aux êtres humains, mais beaucoup ne savent pas ce qui peut être fait concrètement pour la contrer: «Le parc aux étoiles montre à présent que les communes peuvent agir et changer bien plus de choses qu'elles ne le pensaient.»

Les insectes s'absentent

Le parc aux étoiles est bien plus qu'un projet romantique pour amateurs de sensations nocturnes. Depuis des années, son développement bénéficie d'un accompagnement scientifique. Les premiers résultats sur le rôle de la nuit sont sur la table. D'après Eva Knop, chercheuse à l'Université de Zurich et



Eva Knop, chercheuse, et Lukas Schuler, de l'association Dark-Sky, évaluent une expérience de lumière artificielle dans le parc aux étoiles. Photo Marc Lettau

à Agroscope, Centre de compétences de la Confédération pour la recherche agricole, il s'agit d'une nécessité: «Nous savons encore trop peu de choses sur l'importance écologique de la nuit.» Certes, on sait que la vie telle qu'on la connaît a pu naître grâce aux cycles jour/nuit. Mais on commence à peine à saisir les conséquences de la disparition de la nuit. Grâce notamment à son travail de terrain, Eva Knop a compris à quel point l'éclairage artificiel nocturne met la biodiversité à rude épreuve. Jusqu'ici, on a négligé tout ce qu'il se passe nuitamment dans les prairies: un nombre étonnamment grand d'insectes pollinisent les fleurs nocturnes. Eva Knop: «Or ils le font beaucoup moins lorsqu'ils sont gênés par la lumière artificielle.» Et les insectes diurnes ne sont pas en mesure de compenser l'absence des pollinisateurs nocturnes. Si des expériences ultérieures venaient à confirmer cette «découverte pionnière», on serait hélas en face d'une «nouvelle tragédie», regrette la scientifique.

De la clairvoyance, non du courage

Au vu de la gravité de ces questions, le maire Hanspeter Schneiter a été félicité pour avoir eu le courage d'agir, de dévisser les fusibles et de prescrire davantage d'obscurité dans sa commune. Il n'a que faire de ces louanges: «Le courage ne sert à rien pour changer les choses. Mais la force de persuasion, peut-être.» Le parc aux étoiles ne peut s'épanouir que si les habitants de la région comprennent à quoi il sert. Beaucoup de choses reposent donc sur le principe de l'espoir et de l'encouragement mutuel. Lorsqu'on lui demande si le «cœur obscur» pourra un jour déployer ses effets au-delà des limites du parc et faire que l'on prenne davantage soin de la nuit, Nicole Dahinden sourit: «La réponse est dans les étoiles.»

Pour en savoir plus à ce sujet:
www.sternenpark-gantrisch.ch
www.ogy.de/nachtdunkelheit
www.darksky.org; www.darksky.ch

Au sujet des «Emma», des éclairs et des déchets

30,7

La conjecture selon laquelle les femmes accouchent toujours plus tard de leur premier enfant est corroborée par les statistiques. L'âge moyen des femmes suisses au moment de la naissance de leur premier enfant s'élève aujourd'hui à 30,7 ans. En Europe, seules les Espagnoles et les Italiennes sont âgées de quelques mois de plus.

504

À propos de naissances: sur les 42 838 filles nées en Suisse l'an dernier, 504 ont reçu le prénom Emma: elles sont à présent plus de 41 500 dans notre pays. Seul le prénom Maria est plus répandu encore (82 500). Chez les garçons, le prénom le plus donné en 2018 était Liam. Mais les Liam sont (encore) peu nombreux: les Suisses optent le plus souvent pour des prénoms classiques comme Daniel (62 500), Peter (58 500) et Thomas (52 500).

85 270

Cette année, 85 270 coups de foudre ont été enregistrés en Suisse pendant les trois mois d'été de juin, juillet et août, ce qui est un nombre inhabituellement élevé. À titre de comparaison: le système de mesure électronique a comptabilisé 53 430 éclairs pour l'été 2018. C'est le Tessin qui est toujours le plus densément frappé par la foudre.

24 849

Combien de kilomètres par an les Suisses parcourent-ils? 24 849 km en moyenne. La voiture est le moyen de transport n°1 (10 371 km), suivi par l'avion (8986 km) et le train (3499 km). 459 km sont parcourus à pied, et 301 km à vélo. Notons que les trajets effectués pendant les vacances et les loisirs pèsent bien plus lourd dans la balance que ceux pour se rendre au travail.

706

Les Suisses recyclent ou compostent plus de la moitié de leurs déchets. Mais ils produisent une montagne de déchets toujours plus impressionnante. Par personne et par année, ce sont 706 kg de déchets urbains qui partent à la poubelle. C'est bien plus que la moyenne européenne, qui s'élève à quelque 486 kg.

«Privés de tout droit de la personnalité»: des internés sur le territoire du pénitencier fribourgeois de Bellechasse.

Photo: Archives cantonales de Fribourg



Quand la Suisse internait les pauvres et les marginaux

Jusqu'en 1981, aux quatre coins du pays, les autorités ont fait interner des dizaines de milliers d'hommes et de femmes sans procédure judiciaire. Une commission d'experts a récemment effectué des recherches sur ces «internements administratifs». Les résultats écorcent l'image que la Suisse se fait d'elle-même.

SUSANNE WENGER

La «justice administrative» fait partie «des choses les plus révoltantes qu'on puisse imaginer». Ces mots ont été écrits en 1939 par l'écrivain bernois réformiste Carl Albert Loosli, cité 80 ans plus tard par la Commission indépendante d'experts (CIE). Tandis que les criminels ont droit à un procès, les personnes mises à l'écart par les autorités d'assistance et autres instances administratives en sont privées, se révoltait Loosli. Les institutions suisses abritent entre leurs murs des «esclaves de l'État, livrés corps et âme à l'arbi-

traire des autorités». Et le plus étonnant, souligne-t-il, c'est que «personne ne s'en offusque».

Carl Albert Loosli, fils illégitime d'une fille de paysan, avait lui-même été placé dans une maison de rééducation durant son adolescence. Les voix critiques comme la sienne ont longtemps rebondi sur le système. Ce n'est qu'en 1981 que les cantons ont abrogé leurs lois sur l'internement et que la Confédération a révisé le code civil. Entre-temps, le domaine social s'était professionnalisé et la société était devenue plus libérale après 1968.

Mais l'avancée fut surtout due à la pression internationale: la pratique suisse consistant à priver de leur liberté des adultes jeunes et moins jeunes d'un simple trait de plume n'était pas compatible avec la Convention européenne des droits de l'homme que la Confédération avait ratifiée.

La «Maison d'une autre Suisse»

Les personnes concernées, qui avaient été incarcérées alors qu'elles étaient innocentes, n'ont pas été réhabilitées à cette époque. La honte les rendait muettes, elles aussi. «Nous portions les stigmates du temps passé en «taule» alors que nous n'avions commis aucun crime», relate Ursula Biondi. Aujourd'hui âgée de 69 ans, elle a dans sa jeunesse été «internée administrative» – selon le langage bureaucratique (voir p. 14) – au pénitencier de Hindelbank à des fins de rééducation. Au début du XXI^e siècle, des personnes courageuses comme elle ont com-

mencé à raconter leur histoire. Relayé par les médias, le sujet a fini par entrer dans l'agenda politique. Entre 2011 et 2016, le Conseil fédéral a présenté deux fois ses excuses, une loi sur la réhabilitation a été adoptée et le Parlement a décidé de verser une contribution de solidarité à toutes les victimes de mesures de coercition à des fins d'assistance. À côté des internés administratifs, d'autres personnes ont également exigé qu'on reconnaisse leur

souffrance et qu'on les réhabilite: les anciens enfants placés et les personnes stérilisées de force («Revue Suisse» 5/2018).

Le Conseil fédéral a mis sur pied la CIE pour étudier en particulier les internements administratifs. Plus de 30 chercheurs se sont mis au travail. Après quatre ans d'activité, la CIE a publié dix volumes ces derniers mois, avec notamment des portraits de victimes. Elle a présenté son rapport final

cet automne et recommandé de nouvelles mesures de réhabilitation allant du versement de prestations financières supplémentaires aux victimes à la fondation d'une «Maison de l'autre Suisse» comme lieu d'information sur ces événements. La ministre suisse de la justice, Karin Keller-Sutter, a reçu ces recommandations. Il s'agit aussi de décider si l'on prolongera le délai expiré de dépôt des demandes pour la contribution de solidarité, qui s'élève à 25 000 francs par personne. Dans ce cas, d'autres victimes pourraient se manifester. Y compris des personnes vivant à l'étranger qui n'ont pas pu déposer une demande dans les délais.

Un combat pour la justice

Ursula Biondi a 17 ans lorsqu'elle arrive au pénitencier de Hindelbank. Elle n'a rien commis de répréhensible, mais l'office des tutelles zurichoises l'a envoyée dans un «foyer d'éducation fermé» pour être tombée enceinte alors qu'elle était mineure. Avant, la joyeuse adolescente avait été placée provisoirement dans un foyer de jeunes filles dont elle s'était échappée plusieurs fois. À la maison, elle se dispute avec ses parents au sujet des sorties, de la mode, de la musique. Son père, un Italien en phase de naturalisation, ne veut pas faire mauvaise impression. Les parents donnent donc leur accord pour un nouveau placement de leur fille. Ils ignorent que le «foyer d'éducation» est une prison pour femmes qui accueille aussi des criminelles. Ursula ne peut pas y suivre de formation. Après son accouchement, les autorités lui enlèvent son bébé et la contraignent à le donner en adoption. Elle s'y oppose, et récupère son fils trois mois plus tard. Après une année à Hindelbank, où elle effectue du travail forcé à la blanchisserie, elle est libérée en 1968. Elle déménage à Genève, fonde une famille, fait une carrière d'informaticienne dans une organisation de l'ONU, s'engage dans le social. «J'ai eu de la chance, dit-elle, et j'ai travaillé dur.» Car le traumatisme subi est lourd. La crainte qu'on découvre qu'elle a fait de la prison la poursuit longtemps. L'injustice endurée la tourmente. En 2002, Ursula Biondi publie l'histoire de sa vie. La revue «Beobachter» s'en fait l'écho. Elle se bat ensuite pendant des années pour qu'on étudie les «internements administratifs» – une expression qui, d'après elle, banalise la gravité des choses et cache le terrible arbitraire des autorités – et pour que les victimes obtiennent réparation. Elle trouve le rapport de la CIE réussi. Mais une chose dérange toujours cette femme engagée à qui l'Université de Fribourg a remis en 2013 le titre de docteur honoris causa: à cause de la réhabilitation bien trop tardive des anciens «internés», la nouvelle génération n'a jamais pris conscience des libertés qu'il a fallu



Ursula Biondi en tenue de prisonnière en 1967: jeune maman, elle a fait l'objet d'un «internement administratif».

Photo privée/DR



Ursula Biondi a eu le courage de raconter son histoire dans un livre.

Photo: Jos Schmid

conquérir. «Nous avons été sanctionnés et enfermés pour des manières de vivre qui, aujourd'hui, sont largement acceptées.» Pour que les jeunes restent vigilants contre l'arbitraire de la justice, Ursula donne des conférences dans les écoles.

Répression dans un État de droit

Le rapport de la CIE comporte 400 pages d'histoire et tend un miroir à la Suisse. On ne peut le dire autrement: pour les personnes en marge de la société, pauvres ou ne répondant pas à l'idée qu'on se faisait de la conformité, la Suisse était, jusqu'à il y a peu, un lieu inhospitalier, voire répressif. Il existait un droit de seconde classe, et peu nombreux sont ceux qui s'en sont émus. Voici un bref résumé des principaux résultats de la CIE:

- Au XX^e siècle, au moins 60 000 personnes ont fait l'objet d'un internement administratif dans 650 institutions. Ce chiffre est plus important que prévu. L'internement en dehors du cadre pénal ne constituait pas simplement une bizarrerie du droit suisse, il faisait partie du système.

- La justice administrative visait surtout les couches sociales inférieures: les pauvres et les marginaux sans emploi fixe ni liens sociaux ou familiaux. Mais des membres de minorités comme les Yéniches ont aussi été arrêtés et, après la Seconde Guerre mondiale, de plus en plus de jeunes «rebelles».

- Ce sont des autorités de milice qui décidaient de l'internement: conseils

communaux, commissions d'assistance communales, autorités tutélaires. Le soir, après leur travail, le commerçant, la femme au foyer et le comptable scellaient le sort de leurs concitoyens. Des conseillers d'État et des membres du gouvernement le faisaient aussi, sous prétexte de porter assistance, d'éduquer ou de protéger la société. Jugements moraux et clichés sexistes teintaient les avis: on reprochait aux hommes – qui constituaient 80 % des personnes internées – leur «fainéantise» ou leur alcoolisme, aux femmes leur «inconduite».

■ Quelques-unes des nombreuses institutions suisses servaient plusieurs objectifs à la fois. Il arrivait ainsi que des internés administratifs soient incarcérés avec des criminels condamnés. Ils étaient aussi placés dans des établissements de travail forcé, des colonies de travail, des foyers d'éducation, des asiles pour buveurs et des hospices de pauvres. Dans les institutions mal pourvues et peu surveillées, les hommes devaient fournir un travail physique en plein air, et les femmes, des tâches ménagères. Le travail forcé n'était pas ou peu rémunéré.

■ L'expérience dramatique de l'internement poursuivait les victimes même après leur libération, souvent pour la vie. Certaines ont été brisées, d'autres ont choisi d'émigrer. Beaucoup vivent aujourd'hui encore dans la précarité. Les autorités ont échoué dans leur objectif de réinsérer dans la société des «personnes en danger». Dans les faits, les internements ont aggravé les problèmes et l'exclusion.

Déjà une injustice à l'époque

Aujourd'hui, ces atteintes à la liberté individuelle paraissent clairement disproportionnées et ces méthodes d'assistance, brutales. Mais l'époque était différente, et les internements s'appuyaient sur des lois. Sont-ils devenus injustes a posteriori? Non, ré-

Fuite vers la légion étrangère

Peter Paul Moser a 21 ans quand l'autorité tutélaire grisonne le place, sur décision administrative, dans la colonie de travail de Herdern, en Thurgovie. Le jeune homme ne comprend pas cette mesure drastique, puisqu'il a travaillé comme auxiliaire forain et, auparavant, dans une usine. Mais en tant que Yéniche, il est depuis longtemps dans le viseur des autorités. Tout petit déjà, il est arraché à sa famille par Pro Juventute dans le cadre de l'Œuvre des enfants de la Grand-route et placé en orphelinat. Le but est de faire des enfants des gens du voyage des citoyens sédentaires. Plus tard, son tuteur Alfred Siegfried, responsable de l'Œuvre, le place dans une famille d'accueil paysanne. Il faut savoir que Siegfried avait été condamné pour pédophilie, ce qui révèle l'incroyable hypocrisie du système. Dans son autobiographie en trois volumes, Peter Paul Moser écrit plus tard: «La persécution d'un membre d'une minorité ethnique commence par la séparation d'avec sa famille: ingérence dans la sphère privée, discrimination, privation de liberté, internement, placement en colonie de travail ou en institution close, tout était conçu pour exterminer un groupe ethnique en entier.» En 1947, aidé par son employeur, il échappe provisoire-

ment à l'internement. Poussé par la peur, il traverse la frontière suisse à Genève et s'inscrit à la légion étrangère à Annecy. La police le reconduit en Suisse, où les autorités le ramènent à la colonie de travail. Peter Paul s'en échappe une nouvelle fois et se fait embaucher dans un atelier mécanique. Sur le chemin pour s'y rendre, l'autorité tutélaire l'arrête et le fait incarcérer au pénitencier de Bellechasse, dans le canton de Fribourg. L'ancien prisonnier décrira un régime de détention dégradant. Après sa libération, il est placé dans une ferme et a l'interdiction de se marier. Ce n'est que dans les années 1950 que Peter Paul Moser parvient à se libérer de la tutelle et à fonder une famille. Plus tard, avec la fondation «Naschet Jenische», il se bat pour que toute la lumière soit faite sur les enlèvements systématiques d'enfants des gens du voyage et que les victimes obtiennent réparation. L'homme a vécu assez longtemps pour voir le Conseil fédéral présenter ses excuses au peuple yéniche en 1986, mais pas assez pour être réhabilité en tant qu'interné administratif. Il est décédé d'un infarctus en 2003, à l'âge de 77 ans.

pond la CIE, pour qui les lois d'internement enfreignaient les droits fondamentaux et les principes de l'État de droit. Les personnes internées l'étaient souvent pour une durée indéterminée, sans décision juridique valable, et n'étaient pas auditionnées. En maints endroits, elles n'avaient pas la possibilité de faire recours auprès d'un tribunal indépendant. En outre, les lois étaient floues, et les autorités pouvaient les interpréter à leur guise. Au début, les internements représentaient pour l'État un moyen de gérer les pauvres à peu de frais. Au cours du XX^e siècle, ils sont devenus des instruments de contrôle social. Dans tout le pays, on savait que quitter «le droit chemin», c'était s'exposer à «être bouclé». Et les autorités n'étaient pas les seules à s'activer. Il n'était pas rare que la mesure fût appliquée en s'appuyant sur les dires de la famille, du voisinage, du pasteur ou de l'enseignant, notent les auteurs du rapport, qui parlent de «pratiques de marginalisation bien ancrées dans la société suisse».

Il s'agit probablement d'une des raisons pour lesquelles les lois d'internement se sont maintenues aussi longtemps. Le retard de la Suisse en matière de politique sociale a aussi joué un rôle: les piliers de la protection sociale y ont été plantés plus tard que dans d'autres pays européens. Quoiqu'il en soit, les faits sont à présent avérés, et l'image que la Suisse a d'elle-même, avec ses géraniums, sa prospérité, sa liberté et sa démocratie directe, doit désormais être complétée par une facette moins reluisante. D'après l'historien Thomas Huonker, membre de la CIE et pionnier dans l'étude des mesures de coercition, le travail de mémoire sera capital: «Tout comme on raconte sans cesse la belle histoire de Guillaume Tell, il faudra raconter aussi sans cesse le chapitre sombre des mesures de coercition à des fins d'assistance.»

Les dix volumes de la CIE sont disponibles gratuitement en ligne sur www.uek-administrative-versorgung.ch/page-daccueil.

Quand l'épargne ne rapporte plus rien

Épargner est une vertu typiquement suisse. Mais actuellement, les épargnants sont inquiets: les intérêts sur les comptes d'épargne sont plus bas que jamais. Mettre de l'argent de côté ne rapporte plus rien.

MIREILLE GUGGENBÜHLER

En mai de cette année, la grande banque suisse UBS a fait peur aux épargnants en leur annonçant qu'ils ne recevraient désormais plus d'intérêts sur leur compte d'épargne. La situation est inédite, car jusqu'ici les banques avaient toujours récompensé les épargnants pour leur disposition à leur fournir du capital par leurs économies. Elles leur accordaient pour cela des intérêts. Dans ce contexte, la décision de l'UBS a une force symbolique, souligne Benjamin Manz, directeur de Moneyland.ch, service comparatif pour les banques et les assurances: «0 % d'intérêt signifie: je ne reçois plus rien pour mes efforts d'épargne.»

Il n'y a pas qu'à l'UBS que l'épargne n'est plus rentable. Le niveau des taux d'intérêt est plus bas que jamais dans toutes les banques suisses. En moyenne, les clients touchent encore 0,05 % d'intérêt sur leur compte



Des générations entières de Suisses ont appris à épargner au moyen d'une tirelire: les taux d'intérêt historiquement bas font de cette vertu une relique anachronique, digne d'un musée.

d'épargne et, selon Moneyland, 0,00 % sur leur compte privé (chiffres de septembre 2019). «Le niveau bas actuel des taux d'intérêt nominaux et réels est unique dans l'histoire», note aussi Peter Kugler, professeur émérite d'Économie à l'Université de Bâle, dans un article paru dans la revue économique «Die Volkswirtschaft».

Ces taux d'intérêt extrêmement bas, couplés à l'inflation et à diverses taxes introduites par les banques, font que l'épargne perd en réalité de la valeur. «L'épargne au

sens classique du terme, avec son fameux livret, n'est plus rentable», indique Karl Flubacher, du centre de conseil financier VZ VermögensZentrum à Bâle. La situation préoccupe un grand nombre de Suisses: «L'épargne est l'un des grands sujets abordés lors de nos entretiens de conseil.» Que devient cette vertu suisse qui consiste à épargner quand cela ne rapporte plus rien?

La sécurité de l'emploi est prépondérante

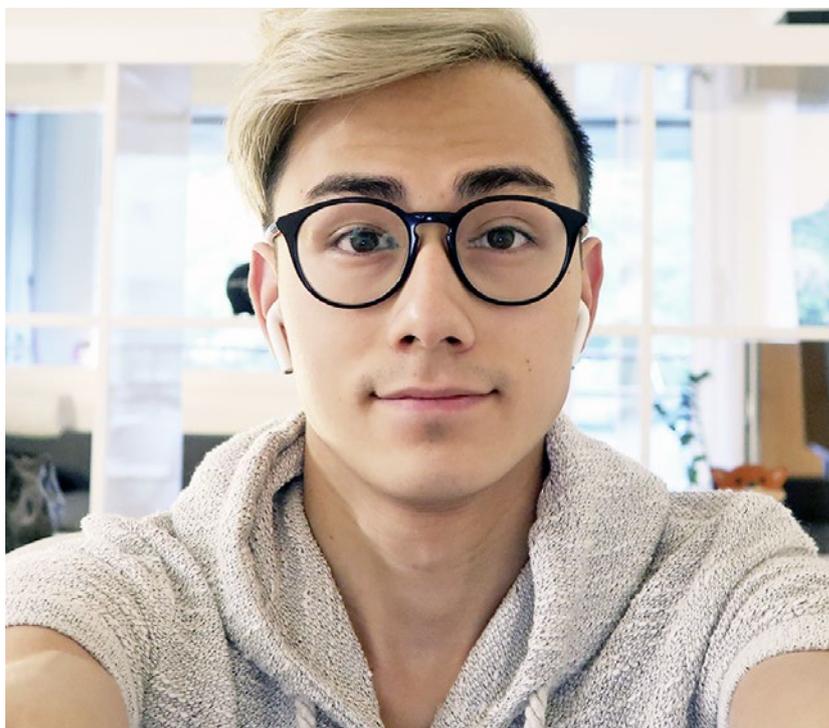
Conjecture n° 1: lorsque leurs économies perdent de la valeur, les gens consomment davantage. D'après André Bähler, responsable des services «Politique» et «Économie» à la Fondation suisse pour la protection des consommateurs, ce n'est pas tout à fait vrai: le changement de comportement des consommateurs dépend, avant tout, de la situation économique du pays. La sécurité de l'emploi a des répercussions bien plus directes que le niveau bas des taux d'intérêt. André Bähler: «Si je suis certain de conserver mon emploi, je consomme différemment que lorsque ma situation professionnelle est incertaine.» Mais il tempère: «Ce qui ne signifie pas que la situation actuelle des taux d'intérêt ne déclenche pas d'émotions ni de réactions.»

Encore peu d'intérêt pour d'autres solutions

Conjecture n° 2: en raison des taux d'intérêt historiquement bas, les Suisses misent sur d'autres formes d'épargne et de placement. Benjamin Manz, de Moneyland, souligne que l'épargnant moyen, en Suisse, n'aime guère s'aventurer en terre inconnue: «Il n'y a pas eu pour l'instant de transfert à grande échelle vers d'autres types de placements. Les Suisses n'aiment pas le risque et changent rarement leurs habitudes.» L'expert n'exclut toutefois pas de changement des comportements à l'avenir.

Les Suisses conservent-ils plus d'argent chez eux?

Conjecture n° 3: au lieu de rechercher d'autres formes de placement, les Suisses retirent leur argent des banques pour le garder à la maison. Certes, il n'existe pas de chiffres très récents qui le confirme. Mais un sondage de la Banque nationale suisse datant de 2017 livre un éclairage à ce sujet. On a demandé aux Suisses pourquoi ils



Vivre en ne dépensant rien

À 23 ans, le blogueur financier zurichois Thomas Kovacs dépense le moins possible et met presque tout son argent de côté. Son objectif: atteindre une liberté financière maximale.

Thomas Kovacs a beau n'avoir que 23 ans, il a déjà beaucoup songé au sujet de l'argent et de l'épargne. Il partage le fruit de ses réflexions sur son blog financier «Der Sparkojote» («Le coyote de l'épargne») et sur une chaîne YouTube du même nom. À 17 ans à peine, il a aussi ouvert une boutique de jeu en ligne et a depuis économisé une fortune de 182 000 francs. Le jeune homme place son argent en bourse, vit des recettes de sa boutique de jeu, de son blog et de sa chaîne YouTube et dépense tout au plus 2000 francs par mois. Les vêtements chers, les vacances ruineuses, les repas au restaurant, les sorties, très peu pour lui: ce travailleur économe et discipliné y renonce de plein gré, car «tout cela n'améliore pas [sa] qualité de vie». Thomas Kovacs dévoile tous ses investisse-

ments et l'état de ses finances dans son blog et ses vidéos. Tout ce qui l'intéresse, en fin du compte, c'est d'être libre financièrement et de pouvoir ainsi vivre comme il l'entend: «Dans ma vie, je me concentre sur ce qui est vraiment important. L'épargne est un effet collatéral de cette philosophie.» À l'école, il a appris beaucoup de choses, mais pas «l'essentiel», à savoir «gérer ce qui déterminera ta vie plus tard: l'argent». Pourtant, dit-il, ce serait en réalité presque indispensable à l'époque où nous vivons et dans l'état actuel des taux d'intérêt. L'offre du blogueur montre à quel point le sujet de l'épargne préoccupe également les jeunes aujourd'hui: chacune de ses vidéos récolte plusieurs milliers de clics, son public étant surtout composé d'hommes de 18 à 30 ans. (GUM)

conservaient de l'argent liquide en réserve à la maison ou à un autre endroit. 7% des personnes interrogées ont déclaré le faire pour des raisons d'épargne, par peur des taux d'intérêt négatifs. La proportion des gens thésaurisant de grosses sommes en liquide est donc faible. Les auteurs du sondage en déduisaient «que les taux d'intérêt bas ne semblent pas être, pour les ménages privés, un motif essentiel de conserver de l'argent à la maison ou dans un coffre-fort». Depuis la publication du sondage, le niveau des taux d'intérêt a encore chuté, et les frais bancaires encore grimpé.

«Beaucoup ne peuvent pas mettre d'argent de côté»

L'état des lieux permet de supposer que les Suisses, malgré le contexte, n'ont pas (encore) vraiment changé leur comportement en matière d'épargne. Des enquêtes scientifiques corroborent ce constat intermédiaire. Ainsi, une étude du centre européen pour la recherche économique (ZEW) a mis en évidence que le niveau bas des taux d'intérêt n'a jusqu'ici guère modifié le comportement de l'épargnant allemand moyen. Karl Flubacher, du centre de conseil financier VZ, fait remarquer que cela est peut-être dû à une raison bien plus simple: «Beaucoup ne peuvent pas mettre d'argent de côté.» L'étude mentionnée montre en effet qu'il existe bien une catégorie d'individus qui a changé sa manière d'épargner et place davantage d'argent dans des titres: il s'agit d'hommes jeunes, aisés, et prêts à prendre des risques (voir portrait p. 17).

L'un des derniers résultats de l'étude montre que nombre d'épargnants, même s'ils n'ont pas changé leur comportement jusqu'ici, se font du souci: si les taux négatifs se généralisaient, plus d'un tiers des sondés déclarent qu'ils retireraient leurs dépôts bancaires. Que feraient-ils de tout cet argent liquide? La question reste ouverte.

Mühleberg: on tire la prise

Avec l'arrêt de Mühleberg à la fin de 2019, c'est la première fois qu'une centrale nucléaire tire définitivement la prise en Suisse. Son démantèlement sera un travail de pionnier qui durera près de 15 ans. On cherche encore où stocker les déchets hautement radioactifs en toute sécurité pour des dizaines de milliers d'années.

THEODORA PETER

Le 20 décembre à 12h30, dans la salle de commande de la centrale nucléaire de Mühleberg, à environ 20 km à l'ouest de Berne, les opérateurs appuieront sur deux boutons. Ils pousseront ainsi les barres de contrôle dans le réacteur et stopperont la réaction nucléaire en chaîne. Après 47 années d'activité, Mühleberg – la deuxième plus ancienne des quatre centrales nucléaires suisses – sera mise pour toujours hors service.

Tout danger d'accident nucléaire n'est pas pour autant immédiatement écarté. Dans les trois jours suivant l'arrêt, la température et la pression au cœur du réacteur diminuent néanmoins si fortement qu'une explosion n'est plus à craindre. En revanche, une fusion du cœur du réacteur est théoriquement toujours possible. Mais les systèmes de refroidissement autonomes prévus pour résister même en cas de séisme sont conçus pour éviter cela.

Le 6 janvier 2020 débutera le démantèlement de la centrale, qui durera 15 ans. D'abord, les éléments combustibles hautement radioactifs du réacteur seront transportés dans un bassin de stockage adjacent. Là, ils refroidiront encore pendant des années avant de rejoindre le centre de stockage intermédiaire de Würenlingen (AG). Cette phase durera jusqu'en 2024. Mais la radioactivité ne disparaîtra totalement de Mühleberg qu'en 2031. D'ici là, les éléments légèrement radioactifs et les débris de construction devraient eux aussi avoir été débarrassés. Il est prévu que la désaffectation de la centrale sera achevée en 2034. On ne sait pas encore si des vaches pourront revenir paître un jour sur ce pré verdoyant à côté de l'Aar.

L'énergie atomique n'est plus rentable

La décision d'arrêter Mühleberg a été prise par le groupe énergétique bernois BKW en 2013 pour des raisons économiques. Compte tenu du niveau bas des prix de l'électricité et des coûts élevés des rénovations requises, la poursuite des activités n'était tout simplement plus rentable. Il était aussi hors de question de construire un nouveau réacteur. Après la catastrophe nucléaire de Fukushima en 2011, le Conseil fédéral a suspendu tout nouveau projet atomique et décidé de se tourner vers les énergies renouvelables. Apprendre que leur gagne-pain était devenu une activité obsolète a d'abord été un choc pour les quelque 300 employés de Mühleberg. Mais la plupart d'entre eux sont restés, et ils accompagnent à présent la mise au tombeau d'une technologie qu'ils considéraient comme bonne pour l'avenir.

BKW entre en territoire inconnu avec cette première désaffectation d'une centrale nucléaire en Suisse. Le groupe énergétique a ac-

quis en amont le savoir-faire nécessaire en rachetant des entreprises allemandes spécialisées dans la technique nucléaire et la radioprotection. Cette désaffectation lui permettra d'acquérir une expérience précieuse, qui pourrait devenir très demandée dans le monde entier: l'Allemagne entend sortir du nucléaire d'ici 2022, et d'autres pays européens prévoient de fermer des centrales.

Des déchets dangereux pour des centaines de milliers d'années

Le démantèlement de Mühleberg coûtera 927 millions de francs à son exploitant. Plus 1,4 milliard de francs pour le stockage intermédiaire et final des déchets radioactifs. Mais plusieurs dizaines d'années s'écouleront encore jusqu'à ce qu'un tel dépôt en couche géologique profonde soit construit. Jusque-là, les déchets hautement radioactifs de toutes les centrales nucléaires suisses seront placés dans des conteneurs en acier massif pesant jusqu'à 140 tonnes dans le dépôt intermédiaire de Würenlingen. Chaque conteneur renferme près de 20 tonnes de matériel hautement radioactif qui restera dangereux pendant des centaines de milliers d'années si l'on ne parvient pas à réduire drastiquement la radioactivité par de nouvelles méthodes.

La Nagra recherche depuis bientôt 50 ans un site adéquat pour un enfouissement définitif. La loi sur l'énergie nucléaire exige en effet un dépôt en couche géologique profonde pour protéger durablement l'homme et l'environnement du danger d'une irradiation. Trois sites sont à l'étude: la région «Jura-est», à Bözberg (AG), le versant nord des



Conteneurs de déchets hautement radioactifs dans le dépôt intermédiaire de Würenlingen, avec appareils de mesure de surveillance au premier plan. Photo Keystone



Bientôt, les lumières de la centrale nucléaire de Mühleberg s'éteindront. Photo Keystone

Lägern (AG/ZH) et la région «Zurich nord-est» (ZH/TG). D'ici 2022, des forages permettront de déterminer quel site est le plus approprié. Le peuple devra aussi se prononcer durant la procédure d'autorisation, probablement en 2031. Le dépôt de stockage final suisse est censé être prêt en 2060.

D'autres pays sont eux aussi dénués de dépôts finaux pour les déchets hautement radioactifs. La construction du premier dépôt en profondeur du monde a débuté à Olkiluoto, en Finlande, en 2016. Il sera exploité à partir de 2024. La France prévoit un site d'enfouissement dans la Meuse, à l'est du pays, pour accueillir les déchets des près de 60 centrales nucléaires françaises. Des dépôts pour les déchets faiblement et moyennement radioactifs existent en Finlande, en Suède, en Corée du Sud et en Hongrie.

Pas de renaissance pour le nucléaire

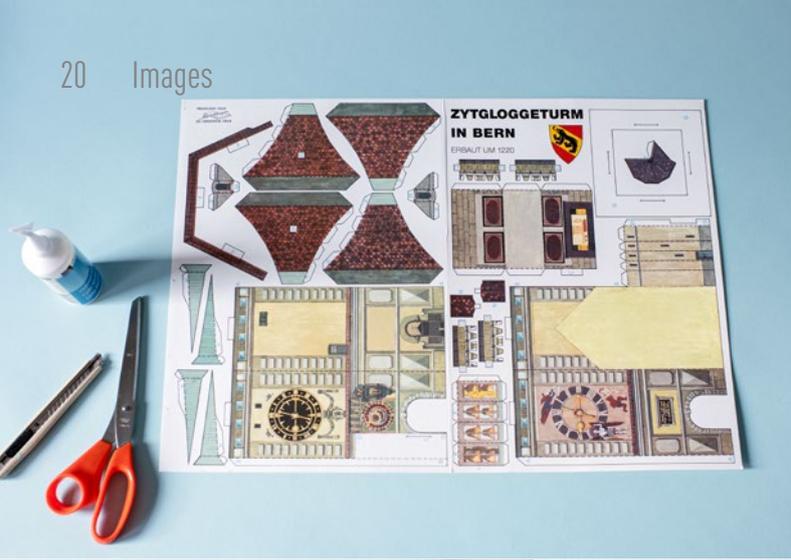
Mühleberg fait partie des cinq centrales nucléaires du monde arrêtées en l'espace d'un an. Dans le même laps de temps, neuf réacteurs sont entrés en service, dont sept en Chine. À l'échelle mondiale, on construit toutefois toujours moins de nouvelles centrales, comme le note le dernier rapport annuel sur le statut de l'industrie nucléaire dans le monde. 68 projets étaient encore en construction en 2013 contre 46 à la mi-2019. D'après les experts, c'est trop peu pour que

Beznau fête ses 50 ans et continue de tourner

La plus vieille centrale nucléaire de Suisse se trouve à Beznau (AG). Elle entamera sa 51^e année d'activité fin 2019. Au contraire de BKW, son exploitant Axpo continue de miser sur l'énergie atomique. Il entend maintenir dix ans encore sa centrale et a investi 700 millions de francs dans sa modernisation durant ces dernières années. Le groupe énergétique argovien estime que Beznau a permis d'économiser près de 300 millions de tonnes d'émissions de CO₂ par rapport à une centrale électrique au lignite. Outre Beznau, sont encore en activité la centrale de Gösgen (1979) et celle de Leibstadt qui est la plus récente (1984) et la plus performante. L'énergie nucléaire représente environ un tiers de la production d'électricité en Suisse.

(TP)

l'énergie atomique survive à long terme. Si son bilan CO₂ est positif, elle s'avère peu utile dans la lutte contre le réchauffement climatique. Il s'agit de la source d'énergie la plus chère et la plus lente: construire une nouvelle centrale prend 5 à 17 ans de plus qu'ériger une installation solaire ou éolienne dotée de la même performance. D'après le GIEC, les dix prochaines années seront cependant déterminantes pour savoir s'il l'on parviendra à atteindre les objectifs de l'accord de Paris sur le climat.



La Suisse en carton

À chaque heure pleine, à Berne, un rang de touristes fascinés lève le nez pour découvrir les mouvements et les sons du cadran historique de la Tour de l'Horloge, construite en 1405. Les Bernois envisagent cet emblème de la capitale fédérale avec beaucoup plus de flegme. Bon nombre d'entre eux ne craignent pas d'affirmer qu'ils ont bâti la Zytglogge de leurs propres mains. Ils ne mentent pas: malgré son unicité, la tour n'a pas été construite qu'une fois, mais des dizaines de milliers de fois. En carton. Car elle fait partie, comme nombre d'autres monuments, des grands classiques du modélisme qui, depuis plus d'un siècle, sont édités, vendus et assemblés dans notre pays. Sa flèche est déjà venue coiffer 70 000 fois l'édifice. L'arrondi des deux tours de la porte de Spalen, à Bâle, a déjà été modélisé plus de 130 000 fois. Le château de Chillon assemblé plus de 500 000 fois. Et des dizaines de milliers d'avions Swissair, de trains, de chalands

rhénans et de bateaux à aubes ont été bricolés avec des ciseaux et de la colle. Plus de 22 millions d'objets en carton ont été construits entre 1919 et 2019. Ce chiffre impressionnant prouve que le modèle réduit est un bien culturel à part entière en Suisse.

Mais l'avenir de ce bien culturel est incertain. Les chiffres de vente s'érodent. Et les éditeurs notent que les enfants savent de moins en moins bricoler. Pour leur faciliter la tâche, on prédécoupe désormais les pièces des nouveaux modèles. Les passionnés du modélisme, eux, ne sont pas prêts à dire adieu à leur passe-temps favori.

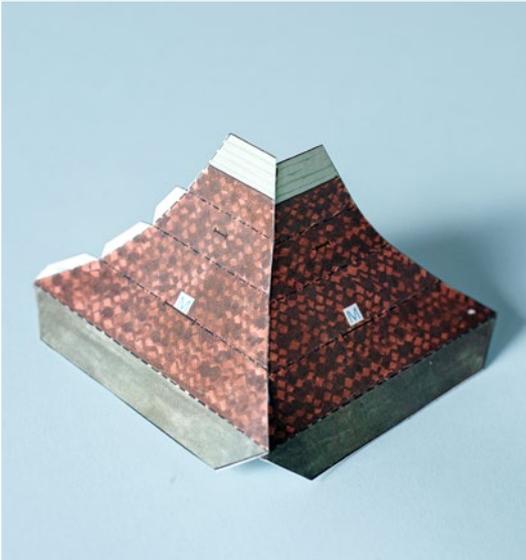
MARC LETTAU

www.modellbogen.ch

Photos Danielle Liniger

La «Revue Suisse» vous propose de gagner 20 modèles réduits à la fin de l'année. Pour participer au tirage au sort, veuillez envoyer un e-mail avec l'indication «Tirage au sort» à revue@aso.ch.





Les Suisses rêvent de villas, mais louent des appartements

Le taux de propriétaires en Suisse demeure faible. Les obstacles à un achat sont réels et le rapport des Suisses au logement n'incite pas à un tel investissement. Une initiative populaire demande à l'État de faciliter l'accès au logement.

STÉPHANE HERZOG

Moins de 40 % d'Helvètes sont propriétaires, tandis que plus de 50 % des Français et plus de 70 % des Italiens possèdent leur logis. Cette situation change lentement, avec un taux qui est passé de 34,6 % de propriétaires en 1980 à 38 % en 2017. Pourtant, les taux hypothécaires n'ont jamais été aussi bas. En réalité, l'accès à un logement n'est pas une sinécure. Les loyers sont élevés dans les villes et les prix à l'achat jugés dissuasifs. Dans l'Arc lémanique, déboursier 2500 francs ou plus par mois pour un appartement familial n'est pas rare. La possibilité de déménager se heurte à des taux de disponibilité réduits, comme à Zurich (0,89 %) ou Genève (0,54 %). Dans cette ville, des logements en propriété par étage datant des années 1980 sont proposés à plus d'un million de francs. Ceux proposés à des prix contrôlés par l'État sont pris d'assaut.

C'est la raison de l'initiative populaire fédérale «Davantage de logements abordables», qui devrait passer devant le peuple en 2020. Ce texte porté par l'Association suisse des locataires invite la Confédération à encourager «l'acquisition d'appartements et de maisons familiales destinés à l'usage personnel». Cependant, l'idée centrale du projet, que la droite refuse, est de favoriser la création de logements d'utilité publique (voir ci-dessous). En mars, le Conseil des États a de son côté décidé d'augmenter de 250 millions de francs la dotation du Fonds de roulement en faveur de l'habitat d'utilité publique.



Professeur d'économie à l'EPFL, Philippe Thalmann est un spécialiste de l'immobilier. Il a répondu aux questions de la Revue Suisse.

Revue Suisse: On dit que le Suisse rêve d'être propriétaire, mais qu'il le devient peu. Est-ce toujours le cas?

Philippe Thalmann: Quatre Suisses sur cinq rêvent d'avoir leur maison, mais ce désir est moins intense dans notre pays qu'ailleurs. En fait, notre enquête¹ a montré que peu de personnes entreprenaient des démarches auprès des banques.

Pourquoi cette timidité?

On observe que les locataires qui rêvent d'un bien à eux imaginent un saut de «standing». Ils visualisent un appartement nettement plus grand ou une maison individuelle. Si on pouvait leur proposer d'acheter leur propre appartement, à un prix accessible, ce serait peut-être différent. Dans les faits, le rêve d'un bien de «haut standing», à 1 million et plus, reste inatteignable. Et d'un autre côté, il manque une offre accessible de «bas standing».

Quelles sont les conditions d'accès à un logement dans les villes?

L'offre en propriété par étage (PPE) neuve et bon marché est faible. Idem pour l'offre en PPE dans des bâtiments anciens. Quant au locatif, il coûte en moyenne 20 % des revenus, ce qui est acceptable. La solution pour acheter implique le plus souvent de quitter la ville pour rejoindre une région périphérique. Le coût devient celui de l'éloignement.

Avec des taux d'intérêt historiquement bas, l'accès au logement devrait être facilité, non?

Si on compare un loyer avec une hypothèque basse, l'achat, même à un coût élevé, serait avantageux. Mais si on ne bénéficie pas d'un héritage, il reste difficile de répondre aux conditions d'un prêt. Il faut apporter 20 % de fonds propres et ne pas dépasser un taux d'effort financier de 30 % par rapport au revenu. Cet effort est calculé par les banques sur la base d'un taux d'intérêt théorique situé à 5 % et pas à 0,9 % comme les taux actuels. Parallèlement, plus les taux baissent, plus les promoteurs peuvent vendre cher. De leur côté, les bailleurs ont peu répercuté la baisse des taux sur les loyers.

Au fond, l'incitation à acheter ou à vendre des appartements ne serait pas suffisante?

L'immobilier offre un rendement pour des caisses de pension ou des particuliers. Ces acteurs mettent leurs biens en location et ne les vendent pas. C'est ce qui fait que la Suisse compte deux tiers de locataires. En France, les promoteurs construisent pour vendre. En

outre, les locatifs suisses sont bien entretenus et 80 % des locataires de notre pays jugent leur loyer correct. En fait, la Suisse s'est dotée d'un régime de droit du bail qui satisfait le plus grand nombre.

Comment évolue le pourcentage de propriétaires?

Il change très lentement, car peu de locatifs sont mis en vente. Un contre-exemple? Le Royaume-Uni, où entre 1980 et 1990, la mise sur le marché d'appartements de location a provoqué une hausse de 10 % des propriétaires. Ou alors, il faudrait ne construire plus que des logements destinés à la vente, mais avec seulement 1 % de nouveaux logements construits par an, même ce ratio ne ferait augmenter que très lentement la part de propriétaires.

Quel est votre avis sur l'initiative «D'avantage de logements abordables»?

La partie sur l'accès au logement privé se trouve déjà dans la Consti-

tution. La question sur laquelle on achoppe est celle du taux de logements d'utilité publique qui serait imposé par la loi pour les nouvelles constructions, soit 10 %. L'autre levier est le droit de préemption, qui permettrait à une commune d'acheter un bien négocié par un privé et de le donner à une coopérative ou une fondation. Ce droit existe déjà dans certains cantons.

Les coopératives d'habitation ou d'habitants² offrent une forme de propriété immobilière et garantissent des loyers stables et peu élevés. Pourquoi, ce système, qui concerne environ 6 % des logements en Suisse, n'est-il pas étendu?

En ville de Zurich, le taux de logements en coopérative s'élève à 25 %, ce qui est un record en Suisse. Mais pour proposer des logements coopératifs, il faut en construire ! Or, face à la concurrence privée, les coopératives sont recalées au moment de l'achat d'un terrain. L'initiative per-

mettrait de destiner une partie de ces terrains à des logements accessibles à travers la réalisation de logements d'utilité publique ou de logements en coopérative.

¹⁾ «Locataire ou propriétaire ? Enjeux et mythes de l'accession à la propriété en Suisse». Ce livre constitue la synthèse d'une enquête menée par ses auteurs et l'Institut de recherche sur l'environnement construit de l'EPFL.

²⁾ Les membres de coopératives d'habitation détiennent chacun une petite part du capital social, pas forcément un logement. Les coopératives d'habitants ressemblent à de la PPE. Chaque membre détient une part de l'immeuble correspondant à son logement. Les premières sont moins nombreuses, mais représentent plus d'appartements que les coopératives d'habitants.

Site web du comité d'initiative:

logements-abordables.ch

Position opposante (en allemand):
ogy.de/hev-kritik



La vie quotidienne en Suisse: déménager d'un appartement loué à l'autre.

Photo Keystone



Le droit pénal pour lutter contre l'homophobie

Il y a 25 ans, la Suisse se dotait d'une norme pénale antiraciste, protégeant les personnes contre les offenses fondées sur l'appartenance raciale, ethnique ou religieuse. Cette protection contre la discrimination doit-elle s'étendre aux homosexuels? Le peuple suisse se prononcera le 9 février 2020.

THEODORA PETER

En Suisse, l'amour entre personnes du même sexe est largement accepté par la société. Et pourtant, les homosexuels subissent encore et toujours des attaques, parfois accompagnées d'actes de violence. L'histoire, par exemple, de ce couple gay qui s'est fait rouer de coups et insulter par un groupe de jeunes hommes une nuit à Zurich a fait beaucoup de bruit dans les médias. L'organisation Pink Cross déclare recevoir jusqu'à quatre annonces d'agressions homophobes par semaine. Mais il n'existe pas, en Suisse, de statistiques sur les agressions basées sur l'orientation sexuelle. Par ailleurs, bon nombre d'agressions ne sont jamais déclarées à la police.

Le délit contre l'honneur d'un groupe de personnes est irrecevable

Aujourd'hui, l'incitation à la haine contre les homosexuels n'est poursuivie pénalement que dans certains cas. Si tout individu qui subit une offense peut porter plainte pour diffamation ou calomnie, l'article du code pénal sur les délits contre l'honneur ne s'applique pas aux offenses faites à des groupes entiers de personnes, par exemple les homosexuels. Ainsi, un homme politique appenzellois du parti d'extrême droite PNOS a pu traiter les homosexuels de «déserteurs démographiques» sur Facebook, les accuser de «préparer le terrain aux pédophiles» ou faire l'apologie de la «solution russe» (en Russie, les homosexuels sont victimes de répression) en toute impunité. La plainte collective déposée par Pink Cross pour délit contre l'honneur est restée sans suite. Le procureur a abandonné la procédure faute de base juridique.

Mathias Reynard, conseiller national PS valaisan, souhaite combler cette lacune du code pénal en étendant la norme antiraciste à l'orientation sexuelle. «L'homophobie n'est pas l'expression d'une opinion et doit être considérée comme un délit, à l'instar du racisme ou de l'antisémitisme», déclare-t-il. La norme pénale antiraciste, qui protège les personnes contre les offenses fondées sur l'appartenance raciale, ethnique ou religieuse, est en vigueur depuis 1995. En 2013, Mathias Reynard a déposé une initiative parlementaire de-

mandant d'étendre cette protection à la discrimination fondée sur «l'orientation sexuelle». Sa demande a été favorablement accueillie par ses pairs. La Chambre basse voulait même aller plus loin en incluant dans la disposition le critère de «l'identité de genre», pour protéger contre les crimes de haine non seulement les homosexuels, mais aussi les bisexuels et les transsexuels (LGBT). Cela allait trop loin pour le Conseil des États, qui a souligné que l'«identité de genre» était juridiquement difficile à définir et que cela pourrait entraîner des problèmes d'interprétation. Finalement, les deux Chambres se sont mises d'accord pour intégrer l'«orientation sexuelle» à la norme pénale.

Résistance chrétienne conservatrice contre une «loi de censure»

Les juristes libéraux du Parlement se sont montrés sceptiques face à ces interdictions de discrimination supplémentaires. Ainsi, le conseiller d'État PLR appenzellois Andrea Caroni juge que le droit pénal est une arme «trop lourde» pour de tels cas. Il a invoqué la liberté d'expression et fait part de sa crainte de voir à l'avenir s'allonger la liste des discriminations potentielles. La «NZZ» a elle aussi publié un commentaire pour dénoncer ces nouvelles interdictions et encourager les gens à faire preuve de courage civique pour faire taire les homophobes.

Les principales résistances contre l'extension de la norme pénale antiraciste aux homosexuels viennent du parti chrétien conservateur UDF, des Jeunes UDC et du groupe de travail Jeunesse et famille. Sous le slogan «Non à la censure», un comité interpartis a rassemblé 67 500 signatures valables pour un référendum. Le peuple devra donc se prononcer sur le projet le 9 février prochain.

Les opposants critiquent ce qu'ils voient comme une restriction disproportionnée de la liberté de conscience. Le président de l'UDF, Hans Moser, craint qu'à l'avenir les pasteurs se retrouvent dans le collimateur de la justice «lorsqu'ils citent des vérités bibliques». Pour de nombreuses églises libres, l'amour entre personnes du même sexe est inconciliable avec les principes de vie énoncés dans la Bible. Le comité écrit que pouvoir parler publiquement de l'homosexualité de manière critique doit rester légitime et met en garde contre le danger d'une «justice morale». De leur

«L'homophobie n'est pas l'expression d'une opinion», dit le conseiller national PS Mathias Reynard. Il a déposé une initiative pour modifier la loi.



côté, les Jeunes UDC veulent éviter une «nouvelle restriction de la liberté d'opinion». Le parti a dans sa ligne de mire la norme pénale antiraciste, qu'il a demandé plusieurs fois d'abroger.

Les juges accordent de l'importance à la liberté d'expression

En 1994 déjà, lors de l'introduction de la norme pénale antiraciste, les opposants mettaient la liberté d'expression au cœur de leur campagne contre ce qu'ils appelaient une «loi muselière». Mais près de 55 % des votants finirent par accepter le projet. Ainsi, la voie était libre pour que la Suisse devienne le 130^e pays à adhérer à la Convention internationale

à la conclusion que jusqu'ici, cet article de loi a été appliqué avec beaucoup de réserve, et que les juges ont accordé un grand poids à l'argument de la liberté d'expression dans les cas limites. Ne constituent cependant pas des cas limites les déclarations portant atteinte à la dignité humaine, celle-ci étant considérée comme le socle des droits fondamentaux.

Ainsi, en 2017, le Tribunal fédéral a condamné deux cadres de l'UDC pour avoir publié une affiche intitulée «Kosovaren schlitzten Schweizer auf» («Des Kosovars poignent la Suisse»). Le parti soulevait ainsi, dans le cadre de sa campagne pour l'initiative «Contre l'immigration de masse», le cas d'un criminel d'origine kosovare ayant agressé un Suisse avec un couteau à Interlaken. Les juges de

Au Zurich Pride Festival de juin 2019, des jeunes arborent un drapeau arc-en-ciel. Les couleurs de ce symbole du mouvement LGBT expriment l'idée de diversité.

Photo: Keystone



nale de l'ONU sur l'élimination de toutes les formes de discrimination raciale.

Depuis lors, la question de savoir «si l'on peut encore tout dire» ne cesse de refaire surface. La liberté d'expression est-elle réellement en danger en Suisse? Mandatée par la Commission fédérale contre le racisme, la juriste Vera Leimgruber a analysé les jugements des tribunaux dans les affaires relevant de la norme pénale antiraciste. Elle arrive

la Cour suprême ont estimé que l'«affirmation généralisante» de l'affiche portait atteinte aux Kosovars en tant qu'ethnie et les présentait de manière rabaissante, tout en favorisant un climat de haine.

<https://contre-les-discriminations-oui.ch>

<https://www.censure-non.ch>

<https://www.ekr.admin.ch/f112.html>

La Suisse empruntée face à des mineurs étrangers isolés

Entre 2016 et 2018, plus de 3000 mineurs isolés ont demandé l'asile en Suisse. À cette population, s'ajoutent des centaines de jeunes venus seuls du Maghreb. Genève est la première touchée par cette migration. Les autorités sont accusées d'inertie.

STÉPHANE HERZOG

Les mineurs qui arrivent seuls en Suisse se divisent en deux catégories. Ceux qui sont éligibles à l'asile en raison de leur pays d'origine sont considérés comme des requérants d'asile mineurs non accompagnés (RMNA). Ils ont accès à un toit, à des repas, à une scolarisation et à des prestations sociales. En 2015, ils furent 2700 à déposer une demande d'asile, dont une majorité de garçons de 16 à 17 ans originaires d'Érythrée.

Les autres sont des mineurs non accompagnés (MNA), non éligibles à l'asile en raison de leur pays d'origine, comme par exemple, le Maroc. Ils ne reçoivent pas d'aide sociale et manquent d'un socle de vie. «Les requérants mineurs ont en général grandi avec leur famille, explique Sylvia Serafin, co-directrice de Païdos, association qui offre aux MNA un suivi psychopédagogique et un repas quotidien. En revanche, les MNA sont des adolescents qui ont fui très tôt des situations de rupture familiale. Ils ont vécu des expériences dramatiques durant leur exil et sont, pour la plupart, en situation de stress post-traumatique. Ils nécessitent un accompagnement adapté.» La majorité de ces jeunes proviennent d'Algérie et du Maroc. Ils présentent des carences psychologiques. Ils souffrent aussi de maux liés à leur errance: dents en mauvais état, blessures, affections de la peau. En trois ans, certains sont passés

par plus de 15 villes en Europe, relève l'association française Trajectoires.

Suicide d'un jeune dans un foyer

En Suisse, Genève concentre l'essentiel des MNA. Deux facteurs explicatifs sont cités: la proximité avec la France et l'usage du français à Genève. Ce phénomène nouveau vient s'ajouter à une autre situation, celle qui a trait aux RMNA. Leur accompagnement subit depuis 2018 le feu des critiques de la part d'associations et de professionnels du social. Au cœur des récriminations: le grand foyer de l'Étoile, géré par l'Hospice général, où un jeune Afghan s'est suicidé en mars dernier. «Ce suicide d'un jeune est l'événement redouté, mais pas incompréhensible, qui suit quatre années d'épuisement et d'instabilité», ont écrit dans une lettre au Parlement des éducateurs de ce lieu. Le foyer, qui a accueilli jusqu'à 200 requérants d'asile mineurs, a été comparé à une prison. Promiscuité, bruit, chaleur et froid, manque de suivi éducatif, les lieux ne sont pas adaptés. «Ce n'est pas un foyer, dit un témoignage recueilli par la Haute école de travail social auprès d'une jeune requérante, c'est un camp».

Selon les associations, dont la Ligue des droits de l'homme, l'État ne fait pas le nécessaire pour reconnaître et protéger les droits spécifiques de ces mineurs, comme le prévoit la Convention internatio-

nale des droits de l'enfant. Créé en 2018, le Collectif Lutte des MNA relève l'absence de procédure et de prestations communes pour ces jeunes. Étudiante en sciences sociales à Lausanne, Julie, 25 ans, a participé à son lancement. «Les MNA sont récupérés dans la rue et sont logés dans des hôtels, gérés par des gens qui ne sont pas formés pour les accueillir et qui les expulsent en cas de problème, raconte-t-elle. Le soir, ils ont droit à un sandwich, le matin, à un petit-déjeuner. Ils ne sont pas scolarisés et les curateurs censés les suivre sont dépassés par le nombre de dossiers.»

Pas de scolarisation pour les MNA

Le Département de l'instruction publique précise qu'en règle générale, les mineurs sont logés dans des foyers et que les hôtels ne représentent qu'une solution d'urgence. Début octobre, il a confirmé qu'aucun MNA n'était scolarisé. Le collectif pointe aussi des mises en garde-à-vue «inutiles», quand des jeunes sans papiers d'identité sont appréhendés par la police. Si le problème est uniquement lié au séjour illégal, le Tribunal des mineurs décide en principe de ne pas les poursuivre et les libère, indique une source judiciaire. Avocate, Sophie Bobillier estime qu'il ne peut être reproché à un mineur de séjourner illégalement en Suisse. «Le devoir de protection de l'enfant doit l'emporter», dit-elle.



Reçu cet été par une délégation du Conseil d'État, le collectif a demandé aux autorités de fournir à ces jeunes un document reconnu par la police. L'État a reconnu qu'il était peu souhaitable que des mineurs sous tutelle soient régulièrement condamnés à une infraction de la loi sur les étrangers.

Des mineurs qui dorment dans la rue

L'irruption de MNA dans les rues de Genève date du printemps 2018. En mars, des mineurs qui logeaient dans un abri PC d'hiver géré par l'Armée du salut se sont retrouvés sur le pavé. Certains ont été placés à l'hôtel; d'autres ont dormi dehors ou ont quitté le territoire, rapporte Païdos.

Le flux a recommencé. Courant septembre 2019, une vingtaine de nouveaux jeunes ont été accueillis dans des hôtels, selon le Collectif MNA et Païdos. Entre l'été 2018 et 2019, le Service de protection des mineurs rapporte avoir suivi 200 dossiers de jeunes sous curatelle.

En juin, le Parlement cantonal a soutenu une motion en faveur de l'accueil de ces jeunes. Elle a été votée par la gauche et les partis bourgeois. L'UDC l'a refusée, par crainte d'un appel d'air si une aide était accordée. Responsable de l'Instruction publique, la conseillère d'État Anne-Torracinta a dénoncé une attitude angélique de la part des associations vis-à-vis de ces migrants. «Ils commettent des délits. C'est une population qui ne veut a priori pas

s'intégrer, qui pose énormément des problèmes», a déclaré la socialiste.

L'État ouvre un centre d'accueil pour les MNA

Sous pression, le Canton a annoncé l'ouverture en octobre d'un centre de 25 places destiné à cette population. Il sera destiné à des mineurs de 15 ans à 18 ans. La prise en charge consistera en un accompagnement éducatif adapté. Chaque mineur bénéficiera d'un suivi médical. Dans la foulée, les autorités ont lancé un plan d'action en faveur des RMNA, visant à améliorer leur accueil et l'accès à une formation. Par ailleurs, toujours en octobre, six MNA ont reçu une promesse de scolarisation. C'est une première. Le Conseil d'État considère cependant que tous les MNA ne sont pas désireux d'aller à l'école et souligne qu'il existe des doutes sur leur identité et leur âge.

En Valais, qui connaît très peu de cas de MNA, le chef du Service de la population se demande si ces mineurs ne seraient pas des résidents français. Dans le canton de Vaud, la question des MNA semble ne pas exister. Basé à Genève, le Service social international prévoit de consacrer sa prochaine conférence en Suisse latine à cette question. L'évènement aura lieu le 12 décembre. Il réunira des curateurs, des travailleurs sociaux et des médecins romands et tessinois.

Lors d'une séance photo, des enfants et adolescents expriment leurs revendications. Photo: HETS Genève

Une multitude de patries

Les nouvelles réalités sociales font apparaître une nouvelle littérature nationale. Ancien pays d'émigrants, la Suisse est depuis longtemps devenue terre d'immigration. Cela se reflète dans sa littérature, qui ne se réfère plus aux idylles et aux traditions d'antan, mais aborde de manière critique la question des origines. Or la quête des racines est souvent synonyme de voyage au bout du monde. Ces périples imprègnent la nouvelle littérature multiculturelle. Il y a neuf ans, Melinda Nadj Abonji a reçu le Prix du livre suisse et le Prix du livre allemand pour «Pigeon, vole». Ce roman sur l'arrivée et l'ostracisation d'une famille de migrants dans sa nouvelle patrie a parlé aux lecteurs d'aujourd'hui.

En 1970 déjà, dans «Le ciel est beau ici aussi», l'autrice tessinoise Anna Felder avait tracé avec sensibilité le portrait de ces enfants de travailleurs immigrés italiens portant la clé de chez eux autour du cou. De nombreux autres auteurs l'ont suivie, comme Dante Andrea



Melinda Nadj Abonji, l'autrice du roman «Pigeon, vole», heureuse d'avoir remporté le prix allemand du livre. (Photo d'archive, 2010).

Franzetti ou Franco Supino, en écrivant sur la génération des «secondos». En Suisse romande, Agota Kristof a adopté la langue de son nouveau pays pour évoquer celui de sa naissance, la Hongrie. Les livres de Max Lobe (Cameroun) ou d'Elisa Shua Dusapin (Corée), en français, ceux de Catalin Dorian Florescu (Roumanie) ou de Kathy Zarnegin (Iran), en allemand, montrent bien comment la quête des origines rayonne dans le monde entier. Grâce à eux, le champ littéraire suisse s'est vivifié, élargi. De nouvelles cultures, de nouvelles histoires et de nouvelles images y pénètrent et le rendent plus coloré et plus riche.

BEAT MATZENAUER

«Unhaltbare Zustände»



En 1968, depuis les grèves et les soulèvements étudiants, le monde est en ébullition. À Berne aussi souffle un vent nouveau. Stettler est un célèbre étalagiste-décorateur de près de 60 ans travaillant pour le plus grand magasin de la ville. On lui adjoint un nouveau collègue, jeune, plein d'idées fraîches. Les vitrines de Stettler, autrefois admirées, paraissent à présent fades et convenues. L'univers de Stettler est sens dessus dessous. Il se sent menacé et se crispe dans sa colère et ses idées de vengeance. La fin est cruelle, avec une vitrine inédite de Stettler, illustrant sa chute.

Le roman d'Alain Claude Sulzer est intelligent et sensible, précis dans l'expression et magnifiquement raconté. Né en 1953, l'écrivain vit aujourd'hui à Bâle. Il est l'auteur de nombreux romans et essais.

RUTH VON GUNTEN

Alain Claude Sulzer, «Unhaltbare Zustände» (en allemand) Éditions Galiani, Berlin 2019, 267 pages; CHF 33.90, E-book (epub) € env. 19.-

Autres lectures conseillées (Suisse alémanique)

Arno Camenisch, «Herr Anselm» (Engeler)
Le monologue amusant et doucement mélancolique d'un concierge d'école courageux.

Ivna Žic, «Die Nachkommende» (Matthes-Seitz)
Un premier roman éblouissant sur l'immigration et le voyage, l'identité et la patrie.

Ruth Schweikert: «Tage wie Hunde» (S.Fischer)
L'écrivaine tient le journal de sa maladie. Un récit qui bouleverse et guérit dans le même mouvement.

Un polar sans grain



Qui a tué une journaliste travaillant dans une petite localité balnéaire des Hamptons? Qui est le vrai coupable d'un quadruple homicide sur lequel enquêtait la jeune femme? Voilà le propos du quatrième roman du Genevois Joël Dicker, auteur traduit dans plus de quarante langues. Le découpage façon série américaine, avec des flash-backs à répétition, fonctionne, mais finit pas donner l'impression

d'une recette. Le style? Joël Dicker déroule une écriture sans grande aspérité, ponctuée d'expressions convenues. Ses personnages sont caricaturaux. Ainsi cet avocat new-yorkais, star du barreau, nommé ... Starr. Mais, critiques passez votre chemin! L'auteur fait passer le message à travers un certain Meta Ostrovski. La maxime de ce critique littéraire? «Surtout, ne jamais aimer. Aimer, c'est être faible.» Ce coup de pied aux inévitables contempteurs de l'œuvre de Dicker est à l'image de ce polar: un peu naïf, un peu grand guignol. «La Disparition» est d'ailleurs sauvée d'une certaine platitude grâce à des pointes d'humour potache.

STEPHANE HERZOG

«La disparition de Stéphanie Mailer», Joël Dicker, Edition De Fallois poche, 840 pages

Autres lectures conseillées (Suisse romande)

Roland Buti, «Grand National» (Zoé)

Un roman concis et plein d'amour sur un homme d'âge moyen en crise.

Pascal Janovjak: «Le Zoo de Rome» (Actes Sud)

Une visite du zoo de Rome se transforme en miroir de l'histoire du XX^e siècle.

Collectif, «Tu es la sœur que je choisis»

Des autrices romandes parlent de la grève des femmes du 14 juin 2019.

Nuit américaine

Alexandre anime une émission de radio de nuit dans laquelle les auditeurs appellent pour se confier. Après une émission qui se passe mal, il est envoyé en vacances forcées. De l'autre côté de l'océan, l'animateur en crise se rapproche lentement de lui-même. Les chapitres des récits des auditeurs sont habilement tissés avec ceux racontant son séjour aux États-Unis. Ce bref ouvrage, tantôt sérieux et observateur, tantôt absurde et amusant, s'ouvre sans cesse sur de nouvelles histoires et de nouveaux univers musicaux. En scannant avec un téléphone portable les

codes QR à la fin des récits des auditeurs, on peut écouter la bande-son sur YouTube.

Pierre Lepori, né en 1968 à Lugano, vit à Lausanne. L'auteur et correspondant culturel de la radio suisse a traduit lui-même son ouvrage (titre original: «Effetto notte») en français.

RUTH VON GUNTEN

Pierre Lepori, «Nuit américaine»

Éditions d'en bas, Lausanne 2018.

108 pages; CHF 23. –/€ 14.–

Autres lectures conseillées (Tessin)

Flavio Stroppini, «Comunque. Tell» (Capelli),

La légende de Guillaume Tell racontée et illustrée sur un ton irrévérencieux et ironique.

Marco Zappa, «AlVentAlBoffa...Ammò» (Dado),

Les magnifiques textes du musicien tessinois édités à l'occasion de son 70^e anniversaire.

Die Wölfin – La luffa

On l'appelle «Bub» («garçonnet»). Après le suicide de son père, il grandit auprès de ses grands-parents et de son arrière-grand-mère dans un village de montagne des Grisons. Le grand-père manchot, avec ses références historiques, ses idées bizarres et ses pensées philosophiques, façonne son enfance autant que sa grand-mère, qui règne sans dire un mot. Chaque page du texte est une miniature approfondissant la quête de l'histoire familiale du jeune homme et la formation de son identité. La langue de Leo Tuor est simple, d'apparence légère et poétique.

Édité une première fois en 2002, l'ouvrage de l'écrivain romanche paraît à présent dans une version remaniée et bilingue romanche/allemand. La traduction est l'œuvre de Peter Egloff. Leo Tuor, né en 1959 aux Grisons, vit dans le Val Sumvitg (Surselva, GR).

RUTH VON GUNTEN

Leo Tuor, «Die Wölfin / La Luffa», Éditions

Limmat, Zurich 2019, 368 pages; CHF/€ 38.50

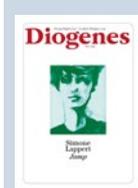
Vous trouverez d'autres conseils de lecture sur www.revue.ch/fr



Personnages fragiles, et un saut dans le vide

Une jeune femme se tient debout au bord d'un toit et menace de sauter. Elle y reste près de deux jours, retenant toute la ville en otage. Simone Lappert, née en 1985 à Aarau, exploite l'incident pour décrire les réactions d'une profusion de personnages de différentes générations et donner à chacun une existence propre. Il y a là de vieilles personnes lassées par la vie, des jeunes pour qui tout est encore possible, et des individus d'âge moyen dévorés par leurs obligations professionnelles. Il y a là Manu, la femme sur le toit, et son ami Finn, livreur à vélo. Il y a un couple d'âge mûr, propriétaire d'un magasin d'alimentation, qui se résigne à plonger toujours plus bas dans les chiffres rouges, il y a un sans-abri qui vend aux passants de petits billets contenant des questions, il y a une adolescente qui cherche un moyen d'échapper à ses cours de natation, il y a aussi Roswitha, la propriétaire du café dans lequel les personnages du roman se retrouvent. Simone Lappert raconte les vies de ces protagonistes de manière magnifiquement évocatrice, laissant à dessein l'énigme de Manu et de son suicide dans le flou. L'idée de ce saut dans le vide qui s'achève dans le filet des pompiers pourrait paraître quelque peu construite, mais la peinture des différents personnages, de leurs joies et de leurs peines, fait de ce livre un moment de lecture fort, qui n'est pas sans rappeler le roman de Carson McCullers, «Le cœur est un chasseur solitaire», paru en 1940, dans lequel une série de personnages marquants donne vie à toute une ville.

CHARLES LINSMAYER



Simone Lappert, «Der Sprung», Roman. Éd. Diogenes, Zurich, 330 pages, reliure en lin à couverture rigide, 30 francs, e-book 24 francs (en allemand)

Assurer l'avenir de la «Revue»

L'Organisation des Suisses de l'étranger modernise son site internet et améliore l'édition en ligne de la «Revue». C'est une bonne nouvelle, y compris pour ceux qui préfèrent lire le magazine sur papier.



La devise d'Ariane Rustichelli, directrice de l'OSE, pour la «Revue Suisse»: assurer l'avenir de l'édition papier, mais aussi développer et améliorer de manière ciblée l'édition en ligne.

Photo Danielle Liniger

La «Revue Suisse» paraît sur papier et en ligne, et il en restera ainsi. En 2020 cependant, le titre ne comptera exceptionnellement que cinq numéros imprimés. Un sixième numéro, celui de juillet, ne paraîtra que sous forme électronique. Il sera bien entendu accessible aussi aux lecteurs de la version papier qui souhaiteraient découvrir notre produit dans un format virtuel, que ce soit en ligne, via notre application «Swiss Review» ou comme un e-magazine classique.

Cette décision du Comité de l'OSE de supprimer un numéro imprimé n'est pas une mesure d'économie. Au contraire, elle a pour but de renforcer le magazine. L'OSE libère ainsi des moyens financiers pour moderniser l'ensemble de ses interfaces. Les sites web existants – celui de l'OSE, Swisscommunity et «Revue Suisse» – fusionneront et seront remaniés en profondeur pour mieux répondre aux besoins des Suissesses et Suisses de l'étranger. Il s'agit là d'un projet ambitieux sur les plans technique et finan-

cier, que nous souhaitons mener à bien d'ici au printemps 2021.

Ce projet contribue également de manière décisive à assurer l'avenir de la «Revue»: sa version en ligne deviendra plus attrayante et plaira sans aucun doute aux amateurs de médias en ligne. Nous espérons pouvoir ainsi limiter l'augmentation du tirage imprimé de la «Revue», qui s'élève à près de 200 000 exemplaires à ce jour. Cette stabilisation est en effet essentielle pour maintenir la version papier à long terme. Un objectif auquel souscrivent la direction de l'OSE et le comité de rédaction de la «Revue».

Ne soyez donc pas déçus de ne pas trouver votre magazine dans vos boîtes aux lettres en juin 2020, car il s'agit en fin de compte d'une bonne nouvelle aussi pour les amoureux du papier. Ce numéro de la «Revue Suisse» prouve bien, du reste, que l'OSE n'a absolument pas l'intention de rétrécir son mandat d'information: il compte 40 pages au lieu des 32 habituelles. Le fait est que le nombre de sujets que la rédaction voulait approfondir pour ses lecteurs de la «Cinquième Suisse» était, cette fois, particulièrement important.

ARIANE RUSTICHELLI, DIRECTRICE DE L'OSE
MARC LETTAU, RÉDACTEUR EN CHEF

Lire la «Revue Suisse» sur une tablette ou un téléphone mobile? C'est possible grâce à l'application gratuite que vous trouverez dans le Google Play Store ou l'App Store d'Apple.



Organisation des Suisses de l'étranger (OSE)

Alpenstrasse 26
CH-3006 Berne
Tél. +41 31 356 61 00
Fax +41 31 356 61 01
info@aso.ch
www.aso.ch
www.revue.ch
www.swisscommunity.org



Nos partenaires:

educationsuisse
Tél. +41 31 356 61 04
Fax +41 31 356 61 01
info@educationsuisse.ch
www.educationsuisse.ch



Fondation pour les enfants suisses à l'étranger
Tél. +41 31 356 61 16
Fax +41 31 356 61 01
info@sjas.ch
www.sjas.ch



Stiftung für junge Auslandschweizer
Fondation pour les enfants suisses à l'étranger
Fondazione per i giovani svizzeri all'estero
Fundazion per giuven svizzers a l'ester

Acquérir en Suisse une expérience pour la vie

Quelles pourraient être les étapes après la scolarité obligatoire ou le gymnase? Souvent, la bonne réponse ne peut être trouvée qu'au cours d'une année intermédiaire. En Suisse, il y a beaucoup d'offres de formations transitoires.

Entreprendre des études universitaires? Commencer une formation professionnelle? Chercher un emploi? Beaucoup de jeunes se posent de telles questions à la fin de leur cursus scolaire. Trouver le bon chemin n'est pas toujours facile. C'est pourquoi, les offres pour les années intermédiaires sont populaires en Suisse.

Offres de transition

Il existe ainsi, par exemple, une multitude de cours de transition. Ces offres, auparavant appelées «dixième année scolaire», sont organisées par les cantons et peuvent varier considérablement. Leur durée moyenne est de six à douze mois. Les offres les plus fréquentes ont pour but de combler les lacunes scolaires ou de préparer les élèves au choix d'un métier. Cela inclut souvent un soutien dans la recherche d'une place d'apprentissage.

Volontariat

Dans les programmes de volontariat, on échange quelques heures de travail contre nourriture et logement et, parfois, un peu d'argent de poche. Les séjours à la ferme, par exemple, sont très appréciés. Chaque année, l'association Agriviva organise de telles missions pour environ 1500 jeunes du monde entier. Les Suisses de l'étranger profitent également de cette offre. Cet été, Yaycia Robinson venue d'Australie

était au service d'une famille d'agriculteurs de la région de Soleure.

Stage

Un stage en entreprise permet d'acquérir une connaissance approfondie du monde du travail. Les stages sont proposés dans presque tous les secteurs professionnels, de l'hôtellerie à la santé en passant par le monde des médias ou la construction. Ils sont, pour la plupart, publiés sur différentes plates-formes en ligne. La candidature se déroule comme pour un emploi fixe avec un curriculum vitae, une lettre de motivation et des certificats. Les stagiaires ont un statut d'employés et reçoivent d'ordinaire un petit salaire. Pour être admis dans une Haute école spécialisée, une expérience professionnelle de plusieurs mois est généralement requise.

Avec son programme «assistance de langue», Movetia propose aux étudiants venant de l'étranger de réaliser une première expérience professionnelle: pendant un an, en tant qu'assis-

La jeune Australienne Yaycia Robinson (à g.) avec Stefan et Maria Marti, ses «parents d'accueil Agriviva» et la vache Fuba. (photo: Julia Spahr, Schweizer Bauer).



tants de langue, ils participent à l'enseignement d'une langue dans un lycée ou une école professionnelle.

Au pair

Une expérience intéressante pour les jeunes hommes et les jeunes femmes est de travailler comme au pair dans une famille avec enfants. Le salaire n'est pas élevé, mais le logement et la nourriture sont offerts, et le temps est suffisant pour suivre un cours de langue et connaître mieux la Suisse.

Cours de langues

Les cours intensifs de langues permettent de s'immerger dans une langue. De nombreuses écoles privées en Suisse proposent de tels cours à tous les niveaux. Nous recommandons de compléter le cours avec un certificat de langue reconnu.

RUTH VON GUNTEN

Il est possible de commander gratuitement des fiches d'information sur les différents sujets en écrivant un e-mail à [educationsuisse \(info@educationsuisse.ch\)](mailto:educationsuisse@educationsuisse.ch). Educationsuisse est aussi présent sur Facebook, et propose un groupe fermé pour tous les jeunes Suisses de l'étranger qui sont déjà en formation en Suisse.

educationsuisse, formation en Suisse, Alpenstrasse 26, 3006 Berne, SUISSE
Tel. +41 (0)31 356 61 04, info@educationsuisse.ch, www.educationsuisse.ch.

IMPRESSUM:
La «Revue Suisse», qui est destinée aux Suisses de l'étranger, paraît pour la 45^e année en allemand, français, anglais et espagnol, en 14 éditions régionales, avec un tirage total de 418 000 exemplaires, dont 223 000 électroniques. Les nouvelles régionales paraissent quatre fois par

an. La responsabilité pour le contenu des annonces et annexes publicitaires incombe aux seuls annonceurs. Ces contenus ne reflètent pas obligatoirement l'opinion de la rédaction ni celle de l'organisation éditrice.
DIRECTION ÉDITORIALE: Marc Lettau (MUL), rédacteur en chef; Stéphane Herzog (SH); Theodora Peter (TP);

Susanne Wenger (SWE); Simone Flubacher (SF), responsable des «news.admin.ch»; Relations avec les Suisses de l'étranger, DFAE, 3003 Berne.
ASSISTANTE DE RÉDACTION: Sandra Krebs
Traduction: SwissGlobal Language Services AG; DESIGN: Joseph Haas, Zurich; IMPRESSION: Vogt-Schild Druck AG, 4552 Derendingen.

ADRESSE POSTALE: Éditeur/rédaction/publicité: Organisation des Suisses de l'étranger, Alpenstrasse 26, 3006 Berne, tél. +41313566110, fax +41313566101, PC 30-6768-9.
E-mail: revue@aso.ch

Clôture de rédaction de cette édition: 21 octobre 2019

Tous les Suisses de l'étranger enregistrés auprès d'une représentation suisse reçoivent la revue gratuitement. Les personnes n'ayant pas la nationalité suisse peuvent s'abonner (prix pour un abonnement annuel: Suisse, CHF 30.-/étranger, CHF 50.-). La revue sera expédiée aux abonnés directement de Berne. www.revue.ch

CHANGEMENT D'ADRESSE: prière de communiquer votre nouvelle adresse à votre ambassade ou à votre consulat; n'écrivez pas à Berne.



Une fois la bataille d'eau lancée, peu nombreux sont ceux à rester secs.

Offres d'été 2020 du Service des jeunes

Le Service des jeunes de l'OSE propose pour l'été prochain des camps de langues et de vacances aux jeunes Suisses de l'étranger à partir de 15 ans. Vous trouverez plus d'informations à ce sujet dès le 06.01.2020 sur www.swisscommunity.org/fr/jeunesse/offres-pour-la-jeunesse.

Nos offres en bref:

11.07 – 24.07.2020 Camp de sport 1 et Swiss Challenge

25.07 – 07.08.2020 Camp de sport 2

08.08 – 23.08.2020 Camp de langues, sport et loisirs

Sur demande, nous vous enverrons notre brochure d'information par courrier.

La date limite d'inscription est le 15.03.2020.

Organisation des Suisses de l'étranger, Service des jeunes, Alpenstrasse 26, 3006 Berne, Suisse, tél. +41 31 356 61 24, fax +41 31 356 61 01

E-mail: youth@aso.ch / www.swisscommunity.org/fr/jeunesse/offres-pour-la-jeunesse

«Je me souviens de tant de bons moments qu'il m'est impossible de dire lequel était le meilleur»

Telle a été la réponse d'un participant lorsqu'on lui a demandé quel était son meilleur souvenir du camp d'été. Il n'est pas le seul à répondre de la sorte.

Chaque été, des enfants et des adolescents suisses du monde entier se retrouvent pour explorer leur seconde patrie et nouer des amitiés internationales dans le cadre de randonnées, d'excursions, de sports et de jeux.

Les camps de vacances de la Fondation pour les enfants suisses à l'étranger (FESE) et du Service des jeunes de l'OSE permettent à de jeunes Suisses de créer des liens entre eux et avec la Suisse. Encadrés par des accompagnants enthousiastes, ils peuvent élargir leur horizon, découvrir les traditions et l'histoire suisses, faire du sport et se faire des amis. Pour les participants, la Suisse devient ainsi davantage que le pays des liens familiaux et de leur citoyenneté: elle devient une part

Rafting sur l'Aar entre Thoune et Berne.



Camp d'été pour les enfants de 8 à 14 ans

De fin juin à fin août 2020, les enfants suisses à l'étranger pourront passer de bons moments dans des camps d'été de deux semaines avec une quarantaine d'autres enfants du monde entier et découvrir dans le même temps la Suisse et sa culture. La procédure d'inscription pour les camps d'été débutera le 6 janvier 2020.

Les dates des camps d'été 2020 sont les suivantes:

du sa 27/06 au ve 10/07/2020

du sa 11/07 au ve 24/07/2020

du sa 25/07 au ve 07/08/2020

du sa 08/08 au ve 21/08/2020

Des informations plus détaillées sur les différentes offres seront disponibles sur notre page d'accueil à partir de mi-décembre 2019: www.sjas.ch/fr. Sur demande, nous vous enverrons volontiers par la poste notre brochure d'information avec un aperçu de nos offres. La clôture des inscriptions est fixée au 15 mars 2020.

Fondation pour les enfants suisses à l'étranger (FESE), Alpenstrasse 26, 3006 Berne, Suisse

Tél. +41 31 356 61 16, Fax +41 31 356 61 01, E-Mail: info@sjas.ch / www.sjas.ch



Plaisirs de la luge d'été en Suisse romande.



Souper à Lugano.

vivante de leur identité, de leur histoire personnelle et de leur cercle d'amis.

Nos camps de vacances sont diversifiés et dynamiques: nuitées sous des tentes fabriquées par les participants, randonnées, concours, fêtes ludiques, chasses au trésor, natation et courses d'orientation figurent au programme sportif. Les visites de musées, les excursions dans des réserves naturelles et des sites de la Seconde Guerre mondiale ainsi que les débats quotidiens sont axés sur l'apprentissage. Dans toutes ces activités, l'accent est mis sur le plaisir et la convivialité de manière à offrir à tous des moments inoubliables.

La FESE et l'OSE ont pour but de permettre à chaque jeune Suisse de

l'étranger de pouvoir participer à un camp de vacances au moins. Cet objectif est réalisable grâce aux dons que les lecteurs de la «Revue» font en faveur des deux organisations: ils permettent aux familles les moins aisées de payer les frais de séjour et de voyage. Les personnes souhaitant faire un don sont priées d'écrire à youth@aso.ch (pour les camps de vacances pour adolescents de l'OSE) ou à info@sjas.ch (pour les colonies pour enfants de la FESE).

Nos camps de vacances peuvent être mis sur pied grâce à l'aide de nombreux bénévoles. Chaque année, près de 160 accompagnants et 30 familles d'accueil proposent leurs services. Nos accompagnants suivent chaque année des cours de forma-

Divers groupes cibles

La Fondation pour les enfants suisses à l'étranger (FESE) est une organisation indépendante reconnue par la fondation ZEW. Elle a comme groupe cible les enfants de 8 à 14 ans. Le Service des jeunes, quant à lui, est un département de l'Organisation des Suisses de l'étranger (OSE) axé sur les loisirs, la formation et les offres politiques pour les jeunes à partir de 15 ans. Les deux organisations fonctionnent indépendamment l'une de l'autre et possèdent leurs propres sites internet et procédures d'inscription, mais elles collaborent étroitement.

La FESE a organisé l'été dernier neuf camps de vacances dont ont profité 340 enfants de plus de 70 pays. Le Service des jeunes a mis sur pied quatre camps de vacances, trois cours de langue et plusieurs séjours dans des familles d'accueil. 200 jeunes de plus de 60 pays ont bénéficié de ces offres.

tion pour se préparer aux camps de vacances, et ils organisent ceux-ci selon les directives «Jeunesse+Sport» de l'Office fédéral du sport.

Bivouac dans la forêt près de Thoune.



Visite du Musée Olympique à Lausanne.



Au retour d'un pays tiers, a-t-on droit à une indemnité de chômage?

«Je suis une Suisse de l'étranger vivant depuis deux ans dans un pays n'appartenant pas à l'UE/AELE: quels sont mes droits concernant l'assurance-chômage si je reviens en Suisse?»

Les personnes qui ont exercé leur dernière activité lucrative dans un État ne faisant pas partie de l'UE ou de l'AELE – soit un pays tiers – peuvent s'adresser à leur retour en Suisse à l'office du travail de leur commune de domicile.

Vous pouvez prétendre à une indemnité de chômage (pendant 90 jours) si vous réunissez les conditions suivantes: au cours des deux ans ayant précédé l'inscription auprès de la caisse de chômage, vous avez totalisé douze mois au moins d'emploi dans un pays tiers (certificat de salaire). Vous devez également avoir totalisé six mois au moins d'emploi en Suisse pouvant être pris en compte. Pour ce calcul, ces six mois de travail en Suisse doivent également, depuis 2018, avoir été effectués pendant le délai-cadre ordinaire de deux ans. Cela signifie donc qu'au cours des deux ans ayant précédé l'inscription, vous devez avoir exercé une activité professionnelle en Suisse pour pouvoir prétendre à une indemnité.

Les personnes qui, durant leur séjour à l'étranger, ont travaillé pour une entreprise dont le siège se trouvait en Suisse et ont ainsi cotisé à l'assurance-chômage en Suisse, bénéficient du même traitement que les personnes qui travaillent en Suisse. (US)

Informations complémentaires: www.espace-emploi.ch

Le service juridique de l'OSE fournit des renseignements généraux sur le droit suisse dans les domaines qui touchent spécifiquement les Suisses de l'étranger. Il ne donne pas de renseignement sur le droit étranger et n'intervient pas dans des contentieux opposant des parties privées.

Transferts d'argent à Cuba? L'OSE s'est renseignée

Le 1^{er} septembre 2019, PostFinance a interrompu son trafic des paiements avec Cuba. Qu'est-ce que cela signifie pour les Suisses de l'étranger qui vivent à Cuba et y touchent une retraite? L'Organisation des Suisses de l'étranger (OSE) s'est renseignée sur les conséquences et les éventuelles mesures introduites pour les retraités résidant à Cuba auprès de la Caisse suisse de compensation (CSC). Celle-ci a assuré à l'OSE que la situation géopolitique et l'état du trafic des paiements font l'objet d'un suivi attentif. Et heureusement, le versement des rentes de la CSC vers Cuba est soumis à une autorisation exceptionnelle. Ainsi, les rentes AVS et AI en euros continueront d'être versées par la CSC à Cuba.

Sur le plan politique, Filippo Lombardi (PDC, TI), conseiller aux États et vice-président de l'OSE, a déposé une interpellation parlementaire à ce sujet. Il demande si le Conseil fédéral a l'intention de prendre des mesures pour garantir le trafic des paiements de PostFinance à Cuba pour les Suisses, et notamment les retraités, qui résident sur place. Si ce n'est pas le cas, Filippo Lombardi demande au Conseil fédéral quelles alternatives il compte mettre en place pour permettre le paiement des rentes des Suisses résidant à Cuba. L'interpellation n'a pas encore été traitée au Conseil. (MS)

COMMUNAUTÉ DES SUISSES DE L'ÉTRANGER



Le Suisse qui peut restaurer des Bouddhas sacrés

Après Hollywood et Las Vegas, le Bâlois Alfred Soland s'est installé en Thaïlande. D'après les médias locaux, il est le premier artiste étranger à avoir le droit de restaurer une statue de Bouddha.

Sa musique: Alfred Soland cultive depuis l'enfance une passion pour la musique. «Je jouais de la basse dans un groupe nommé Sidi Brahimi. En 1981, nous avons reçu le prix du meilleur groupe de jazz-rock de Suisse», se souvient-il. Plus tard, il se spécialise en sculpture et en peinture, avant de lancer une agence de publicité.

Son Amérique: À 32 ans, il connaît la crise de la trentaine. En Californie, il obtient un diplôme de compositeur et d'arrangeur pour orchestre. Puis c'est le saut dans le monde du cinéma. Mais après six ans, le Suisse décide de changer à nouveau de cap. Il déménage à Las Vegas, où il réussit à survivre comme joueur de poker professionnel pendant cinq ans.

Son éveil: Puis soudain, la perte d'un ami proche éveille quelque chose en lui: «Je voulais voir le monde avant de mourir». Il débarque en Thaïlande et se met à la méditation. «Elle m'a permis de récupérer». Son corps a commencé à se raffermir, et même à rajeunir. «C'est comme un rêve. Quand je dis que j'ai presque 60 ans, les gens ne me croient pas».

Son Bouddha: Par son amie thaïlandaise, Alfred Soland fait la connaissance d'un moine. Son temple avait besoin de la main d'un artiste, pour restaurer une statue de Bouddha de 4 mètres de haut. Son travail ne passe pas inaperçu. «Les journalistes étaient stupéfaits. Ils m'ont dit qu'aucun étranger n'avait jamais eu le privilège de faire un tel travail».

L'article complet a été publié sur swissinfo.ch, le service en ligne de la Société suisse de radiodiffusion et télévision SSR/SRG, disponible en dix langues. Vous vivez aussi à l'étranger? Alors marquez vos photos Instagram du hashtag [#WeAreSwissAbroad](https://www.instagram.com/WeAreSwissAbroad).

Contact facilité avec les autorités

Les services administratifs en ligne offrent aux Suisses de l'étranger un contact aisé avec les autorités suisses malgré le décalage horaire et la distance géographique.

À partir de 2020, la Confédération, les cantons et les communes poursuivront une nouvelle stratégie de cyberadministration. L'objectif est que les administrations publiques en Suisse proposent à l'avenir leurs informations et services essentiellement par voie électronique.

L'administration à l'ère numérique

De nombreux services numériques ne peuvent cependant être utilisés que si un accès approprié et sécurisé est fourni. La Suisse en est consciente et prépare l'introduction d'un moyen d'identification électronique reconnue par l'État. Cette e-ID est nécessaire pour justifier son identité sur Internet de manière à pouvoir effectuer plus facilement des démarches en ligne et utiliser des services cyberadministratifs. Il y a un an, le Conseil fédéral a transmis au Parlement le message relatif à la loi fédérale sur les services d'identification électronique. Aux sessions de printemps et d'été 2019, le Parlement a approuvé la répartition des tâches entre l'État et les fournisseurs privés prévue par la loi, et le vote final a eu lieu à la session d'automne. La loi entrera en vigueur au plus tôt en 2021. Grâce à l'e-ID, les autorités pourront proposer des services intégralement numériques: à l'avenir, nous ne devons donc plus imprimer de formulaires remplis sur ordinateur, les signer et les renvoyer par la poste avec des annexes. Certains cantons proposent déjà, par exemple, une déclaration fiscale entièrement numérique. À plus long terme,

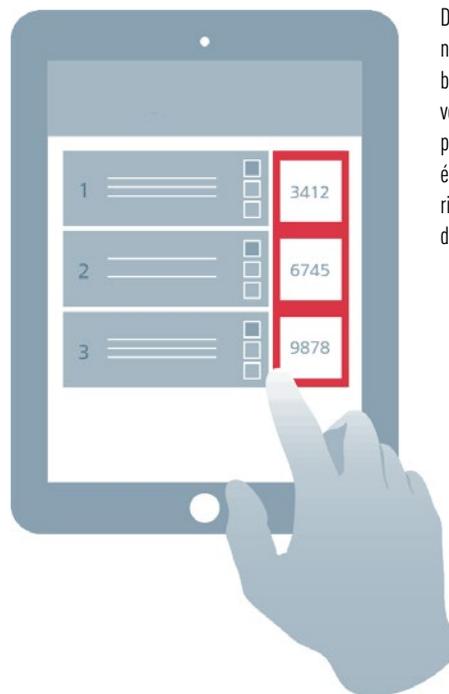
celle-ci sera possible dans tous les cantons et au niveau fédéral.

Les Suisses font confiance aux services cyberadministratifs

L'étude nationale sur la cyberadministration 2019 montre qu'environ 66 % de la population et près de 75 % des entreprises ont confiance dans les prestations en ligne des autorités concernant la protection de la personnalité et des données. En règle générale, la demande en matière de services administratifs en ligne est cependant plus élevée que l'offre de la Confédération, des cantons et des communes. L'exemple de l'e-voting l'illustre bien: jusqu'ici, seuls 2 % des votants ont pu l'utiliser. Mais 68 % d'entre eux estiment qu'il devrait être mis à la disposition de tous.

Pas d'e-voting pour l'instant

Les cantons souhaitant proposer le vote électronique avaient jusqu'à récemment le choix entre deux systèmes: celui du canton de Genève et celui de La Poste. En juin 2019, Genève a cessé l'exploitation de son système. En juillet, La Poste a fait savoir qu'elle abandonnait elle aussi le sien pour se concentrer sur le développement d'un nouveau système. La Suisse ne dispose donc actuellement d'aucun système de vote en ligne (voir aussi «Revue» 5/2019). De son côté, le Conseil fédéral a renoncé, en juin 2019, à faire pour l'instant de l'e-voting le troisième canal de vote ordinaire en repoussant la révision partielle de la loi fédérale sur les droits politiques. La Confédération prévoit de restructurer



D'après l'étude nationale de 2019 sur la cyberadministration, le vote électronique fait partie des prestations électroniques des autorités les plus demandées par la population.

la phase d'essai avec les cantons d'ici fin 2020. En outre, un comité interpartis rassemble en ce moment des signatures pour une initiative demandant un moratoire sur l'e-voting.

Sous l'égide de la cyberadministration suisse, la Confédération, les cantons et les communes entendent continuer de s'engager pour le vote électronique et mettre en place une infrastructure de cyberadministration capable de conduire notre pays dans l'avenir numérique. Comme pour les citoyens résidant en Suisse, le contact avec les administrations sera plus simple et plus rapide pour les Suisses de l'étranger.

E-GOVERNMENT SUISSE

Dans le cadre de l'organisation E-Government Suisse, la Confédération, les cantons et les communes s'emploient à développer l'offre des prestations électroniques des autorités. L'organisation pilote, planifie et coordonne les activités communes aux trois niveaux institutionnels. www.egovernment.swiss

Sécurisez votre pension par e-mail

Afin de faciliter et accélérer l'interaction avec leurs assurés, la Caisse suisse de compensation (CSC) et l'Office AI pour les assurés résidant à l'étranger (OAIE), responsables des paiements des rentes AVS/AI vers l'étranger, vont désormais miser sur le digital.



Grâce à la messagerie électronique cryptée, il est possible de vivre dans une province mexicaine et de communiquer par e-mail avec les autorités suisses.

sécurité sociale des pays de l'Union européenne se font par voie postale. Ils seront remplacés à l'avenir par des échanges électroniques grâce au réseau « Electronic Exchange of Social Security Information ». La Centrale de compensation (CdC) participe à ce programme européen permettant de faciliter le traitement des dossiers des assurés.

Chaque année, un formulaire « certificat de vie et d'état civil » est envoyé à tous les bénéficiaires de rentes AVS/AI résidant à l'étranger, à retourner dans les 90 jours afin que la rente puisse être payée sans interruption. Si le certificat n'arrive pas dans les temps, le versement de la rente est interrompu par le système.

Mais les personnes assurées résidant à l'étranger sont souvent confrontées à des situations complexes. Prenons par exemple un assuré A, qui vit dans une région reculée du Mexique, loin d'un centre urbain. Le guichet postal le plus près de son lieu d'habitation se trouve à plusieurs heures de route. Chaque année, la transmission par courrier du certificat de vie de cette personne prend du retard et le versement de sa rente risque alors d'être interrompu. C'est ainsi que pour améliorer la qualité de service aux assurés,

faciliter et accélérer les démarches administratives, la CSC et l'OAIE prévoient d'élargir l'offre d'échange numérisé d'informations entre assurés et organismes de sécurité sociale.

Un nouveau service de courrier électronique sécurisé

La CSC offre désormais un nouveau service d'envoi et de réception d'e-mails cryptés. Si nécessaire, la CSC contactera les assurés par ce moyen. Les annonces de changement d'adresse ou demandes de renseignement pourront désormais être faites par e-mail, en toute confidentialité.

Échanges facilités entre organismes de sécurité sociale

À l'heure actuelle, la plupart des échanges entre les organismes de

L'obligation de renseigner

Les nouveaux systèmes d'échange des données n'enlèvent pas l'obligation des assurés de communiquer tout changement dans leur situation: changement d'adresse, état civil, décès, variation de revenus, etc. (pour plus d'informations: www.ogy.de/rentiers).

Plusieurs canaux de communication

Dans les pays où les délais d'acheminement du courrier sont très longs, la CSC peut toujours compter sur les représentations suisses sur place pour transmettre leur correspondance aux assurés. Il est aussi possible de contacter directement la CSC par le biais de son portail internet www.cdc.admin.ch (lien direct court: www.ogy.de/CSC). Nos équipes de professionnels se tiennent à votre disposition pour tout complément d'information. (CDC)

HELPLINE DFAE

© en Suisse +41 800 24 7 365
 © à l'étranger +41 58 465 33 33
 E-Mail: helpline@eda.admin.ch
 Skype: helpline-eda

Conseils aux voyageurs

www.eda.admin.ch/voyages
 © en Suisse +41 800 24 7 365
 © à l'étranger +41 58 465 33 33
www.twitter.com/travel_edadfae

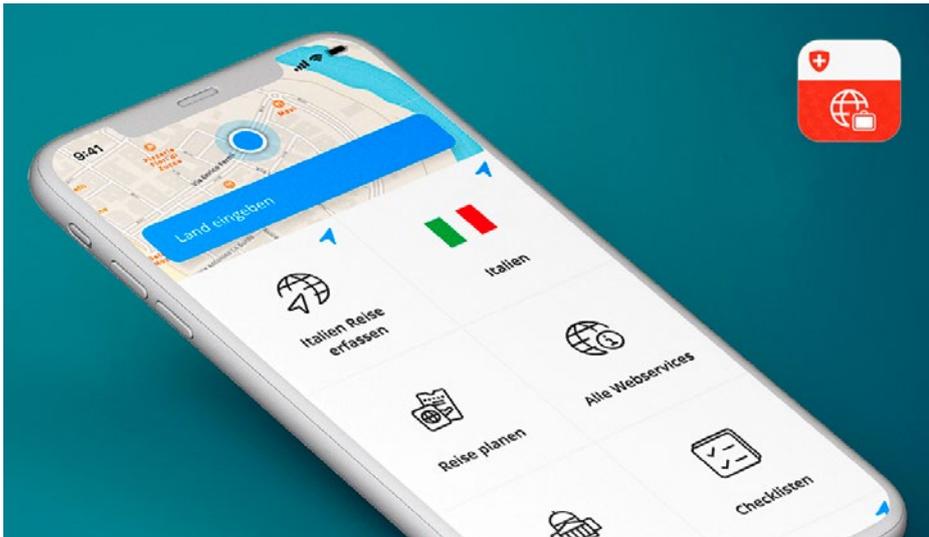
itineris

Inscription en ligne pour les Suisses voyageant à l'étranger
www.dfae.admin.ch/itineris



Départ réfléchi.
 Voyage réussi.

L'appli est disponible gratuitement pour iOS et Android



L'application Travel Admin

Un voyage réussi exige une préparation minutieuse. Travel Admin, la nouvelle application du Département fédéral des affaires étrangères (DFAE) dédiée aux voyages, remplace désormais l'application itineris. L'application Travel Admin a été développée pour répondre à vos besoins: elle se distingue par une présentation claire et un design épuré. Outre l'enregistrement de vos voyages, elle propose la mise à jour de votre lieu de séjour par un simple clic, ce qui permettra au DFAE de vous contacter plus aisément sur place en cas d'évènement imprévu. Vous pouvez rechercher et afficher sur une carte toutes les représentations à l'étranger qui proposent des services aux ressortissants suisses. Créez et complétez

vous-même des check-lists pour vos voyages et consultez les conseils aux voyageurs du DFAE grâce à l'application Travel Admin! Des informations d'entreprises privées partenaires viennent compléter cette offre sur le thème des voyages. L'application est maintenant disponible en téléchargement dans les boutiques électroniques d'Apple et de Google. Bon voyage! (DFAE)



Votations fédérales

Le Conseil fédéral décide des objets au moins quatre mois à l'avance.

Toutes les informations sur les thèmes soumis à votation (brochure explicative, comités, recommandations du Parlement et du Conseil fédéral, vote électronique, etc.) sont disponibles sur www.admin.ch/votations ou sur l'appli «VoteInfo» de la Chancellerie fédérale.

Le Conseil fédéral a décidé de renoncer à la votation populaire fédérale du 24 novembre 2019. La prochaine votation aura lieu le 9 février 2020.

Initiatives populaires

À la clôture de la rédaction, les initiatives populaires suivantes ont été lancées (délai de récolte des signatures entre parenthèses):

- «Nouveau financement des soins. Baisser les primes d'assurance-maladie! (initiative sur le financement des soins)» (27.02.2021)
- « 'Oui à des rentes AVS et AI exonérées d'impôt' » (24.03.2021)

La liste des initiatives populaires en suspens est disponible sur www.bk.admin.ch > Droits politiques > Initiatives populaires > Initiatives en suspens



Le magazine «Un seul monde» dispose maintenant de sa propre page Internet

La présente édition du magazine «Un seul monde» est la première dont le DFAE fait paraître une version sur une page Internet dédiée, en plus de la version imprimée. Ce nouveau format présente de nombreux avantages. Le magazine est désormais diffusé dans le monde entier, et les articles peuvent être retrouvés par les moteurs de recherche. Les lecteurs et les lectrices peuvent consulter le magazine sur

différents appareils, par exemple sur leur smartphone ou leur tablette, et envoyer des textes individuels sous forme de liens. Par ailleurs, la barre de navigation et les archives permettent d'effectuer plus facilement des recherches par thème ou par pays. (EDA)

www.un-seul-monde.ch

Responsable des pages d'informations officielles du DFAE:
Simone Flubacher, Relations avec les Suisses de l'étranger
Effingerstrasse 27, 3003 Berne, Suisse
Téléphone: +41 800 24-7-365 ou +41 58 465-33-33
www.dfae.admin.ch, mail: helpline@eda.admin.ch



L'art avant le marketing



PAAVO JÄRVI:

«Messiaen»
Orchestre de la Tonhalle,
Zurich, Alpha 2019

Pourquoi Messiaen? Paavo Järvi, nouveau chef d'orchestre principal de l'Orchestre de la Tonhalle de Zurich, n'attendait que cette question. Il y répond d'un ton voluptueusement décontracté: «Parce que je suis fan d'Olivier Messiaen. Sa musique est formidable et bien trop rarement jouée. Ce CD présente un petit choix de ses chefs-d'œuvre.»

Mais Paavo Järvi sait bien que notre question n'était pas «Pourquoi enregistrez-vous de la musique de Messiaen, compositeur français né en 1908 et mort en 1992?», mais «Pourquoi jouez-vous donc du Messiaen pour votre entrée en fonction à Zurich?» La suite de ses explications est donc plus pragmatique: «Que fait un chef d'orchestre qui prend la direction d'un ensemble allemand ou suisse alémanique? Il enregistre du Mahler, du Bruckner ou du Brahms. Moi, je voulais faire autre chose, envoyer un message, créer la surprise. L'art ne doit pas être piloté par le marketing.»

Le 2 octobre 2019, Paavo Järvi n'a en réalité pas entamé sa première, mais sa deuxième saison à Zurich, car les organisateurs de son agence et le service de management de la Tonhalle se sont arrangés pour que l'Estonien dirige à plusieurs reprises l'orchestre zurichois lors de la dernière saison. Et joue à cette occasion, justement, plusieurs œuvres de Messiaen. Les micros étaient ouverts, la cave de la Tonhalle Maag fut rapidement transformée en studio d'enregistrement.

Quinze minutes de Messiaen par-ci, deux fois dix minutes par-là, puis six de plus, couplées à une interprétation osée de Beethoven: la Tonhalle Maag a connu des soirées électrisantes.

Malgré tous les ondolements de l'orchestre et les tourbillons des cordes, cette musique paraît très contrôlée, on y sent la main de fer du maestro et l'envie des musiciens de plaire à leur nouveau chef. Les différents registres se surpassent les uns les autres. Et ces œuvres sont jouées avec tant de passion qu'il est impossible de ne pas entendre à quel point cette musique moderne est belle, riche et sensuelle. Quelle splendeur – dans la méditation symphonique que sont «Les Offrandes oubliées» –, cette manière dont l'orchestre s'envole, gémit et perce l'âme, dont les cordes supplient tout d'abord avant de faire éclater une véritable tempête. Cependant à la fin vient le salut, car ces airs sont traversés par un positivisme lumineux. Et sur la couverture du CD, Paavo Järvi avance d'un pas léger.

CHRISTIAN BERZINS

Lilo Pulver



On ne saurait parler de la célèbre actrice suisse alémanique Liselotte «Lilo» Pulver sans évoquer son rire, véritable marque de fabrique. Et ce fut encore le cas en octobre dernier, à l'occasion de ses 90 ans. Lilo Pulver vit aujourd'hui dans une maison de retraite à Berne. Mais elle a récemment publié un recueil de souvenirs personnels s'appuyant sur des photos anciennes, des lettres et des notes. L'actrice a tout conservé et raconte sa désormais longue vie. Une vie qui prend un tour inattendu pour une petite Bernoise née dans une famille bourgeoise en 1929 et qui, comme il se doit, suit une école de commerce avant d'avoir le droit de prendre des cours de théâtre. La carrière qu'elle fait ensuite est grandiose et internationale. Lilo Pulver devient une star de cinéma, surtout dans l'Allemagne de l'après-guerre, grâce à des films comme «Ich denke oft an Piroshka» («Je pense souvent à Piroshka»). Dans les années 1950, elle séduit le public suisse en incarnant la brave domestique Vreneli dans les films «Ueli der Knecht» («Uli le valet de ferme») et «Ueli der Pächter» («Uli le fermier»), adaptés des romans de Jeremias Gotthelf. Plus tard, elle montre l'étendue de ses talents de comédienne dans «La Religieuse», de Jacques Rivette, et dans la comédie «Un, deux, trois» du réalisateur américain Billy Wilder, où une scène mythique la montre dansant sur une table. Dans sa vie privée, Lilo Pulver ne fut pas à l'abri des coups du sort, avec la perte précoce de sa fille, puis de son mari. Mais les articles qui la dépeignent aujourd'hui esseulée sont mensongers, a-t-elle récemment déclaré: «Dans l'ensemble, je suis très satisfaite de ma vie.» Et son rire légendaire? Elle ne l'a pas perdu. Et trouve tous les jours une bonne raison de l'employer.

SUSANNE WENGER

Le prix Nobel pour deux astrophysiciens suisses

Le prix Nobel de physique a été attribué cette année pour moitié à James Peebles (États-Unis/Canada) et pour l'autre moitié aux deux Suisses Didier Queloz et Michel Mayor. L'Académie suédoise de Stockholm a déclaré récompenser ces deux derniers parce qu'ils «ont révolutionné notre compréhension de l'histoire de l'univers et de la place de notre



planète dans le cosmos». En 1995, les deux chercheurs suisses ont découvert la première planète située en dehors de notre système solaire. Elle gravite autour de «51 Pegasi», une étoile qui ressemble au soleil. Par cette découverte, Didier Queloz et Michel Mayor ont révolutionné l'astronomie et ouvert le champ de recherche des exoplanètes. Aujourd'hui, plus de 4000 d'entre elles ont été découvertes. Et l'étoile «51 Pegasi» a entre-temps été renommée Helvetios.

(MUL)

Un double national perd sa citoyenneté suisse

Au mois de septembre, la Suisse a pour la première fois retiré sa nationalité suisse à un double national. L'homme de 34 ans, résidant au Tessin, possède également un passeport turc. Il a été condamné il y a deux ans à une peine d'emprisonnement pour avoir fait de la propagande en faveur d'une branche de l'organisation terroriste Al-Qaida et aidé deux combattants à rejoindre la zone de guerre syro-irakienne. La déchéance de la nationalité suisse, ici mise en œuvre pour la première fois, n'est prévue que pour les personnes qui portent une atteinte grave aux intérêts de la Suisse et mettent ainsi en péril sa sécurité.

(MUL)

La Suisse perd un rang

D'après le classement annuel du Forum économique mondial (WEF), la Suisse continue de perdre en compétitivité. Elle recule ainsi d'un rang et se retrouve cinquième. Le pays qui fait la course en tête est désormais Singapour, suivi des États-Unis. En 2017 encore, la Suisse passait pour le pays le plus compétitif du monde.

(MUL)

La libra: un défi pour la Suisse

La libra, nouvelle cryptomonnaie de Facebook, sera un défi pour la Suisse. L'association Libra ayant son siège à Genève, le droit suisse s'applique. Dans une première prise de position, la FINMA a déclaré que la libra devait respecter «des normes internationales les plus strictes» en matière de lutte contre le blanchiment d'argent. Elle a aussi souligné que le projet recèle «des risques similaires à ceux des banques» et exige par conséquent «des règles similaires à celles des banques».

(MUL)

Succès de la diplomatie suisse pour la paix

L'ambassadeur suisse Mirko Manzoni est parvenu à faire signer au Mozambique un accord de paix entre le gouvernement et les rebelles. Ce traité met fin à la guerre civile et à la guérilla qui ont fait près d'un million de morts depuis plusieurs décennies. C'est un beau succès pour la diplomatie suisse. À la demande du Secrétaire général António Guterres, Mirko Manzoni accompagnera la suite de ce processus de paix comme envoyé spécial de l'ONU. Par ce choix, António Guterres a contrecarré l'intention de la Suisse de rappeler et de rétrograder son ambassadeur, auquel on reproche ses méthodes parfois non conventionnelles et son autonomie.

(MUL)

Le conflit jurassien n'est pas réglé

Quarante ans après la création du canton du Jura, le conflit jurassien n'est toujours pas réglé: la ville de Moutier rejoindra-t-elle le canton du Jura ou restera-t-elle bernoise? La question se pose à nouveau. Certes, en 2017, les Prévôtois ont dit oui à une très faible majorité à un changement de canton. Le Tribunal administratif bernois a toutefois annulé cette décision, notamment à cause d'une propagande jugée excessive des autorités pendant la campagne. Le camp pro-jurassien exige un nouveau vote dans les plus brefs délais.

(MUL)

Deux mères, et un arrêt déterminant

En septembre, les juges bernois ont rendu un jugement qui fera date en condamnant une femme à verser une contribution d'entretien à son ancienne partenaire. Le couple avait fait appel à un don de sperme pour avoir un enfant. Après la séparation des deux femmes, la mère de l'enfant avait demandé une pension à son ex-partenaire, mais en vain. En statuant à présent que les parents de même sexe en partenariat enregistré doivent aussi contribuer à l'entretien de leurs enfants après leur séparation, le Tribunal envoie un signal fort aux familles homosexuelles.

(MUL)



Suisse.

#SayYESinSwitzerland

Wengen, canton de Berne, © Daniela Kläusler

Laisse-toi inspirer sur [MySwitzerland.com/wedding](https://www.myswitzerland.com/wedding) et partage tes plus belles expériences avec [#AMOUREUXDELASUISSE](https://www.instagram.com/AMOUREUXDELASUISSE)



Swiss Travel System.

